2.50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2.80 DH

Combat

SOCIALISTE

N° 61
JEUDI 21 MAI 1981



Le rapport de l'ex-premier ministre sur l'état économique et social du pays

BARRE SATISFAIT JUSQU'AU BOUT

(PAGE 5)

Ils sont quatre millions en France

Pour les immigrés aussi, c'est l'espoir

(PAGES 10 et 11)

BASTIA EN BEAUTÉ

Les insulaires, en sortant Martigues (5-0), bouleversent tous les pronostics de la Coupe de France.

(PAGE 12)

Jeux d'ombres

ON ne tire pas sur une ambulance... C'est ce qu'avait dit, en 1974, la journaliste Françoise Giroud à propos de Jacques Chaban-Delmas qui, candidat à l'élection présidentielle, voyait chaque jour son crédit s'effriter. On n'a pas davantage envie, en 1981, de tirer sur un camion de déménagement : Giscard est battu, il fait ses malles, classe ses archives et brûle l'accessoire ou l'intransmissible, quoi de plus naturel ?

On comprend tout à fait, également, que le président battu s'adresse une dernière fois aux Français. Il l'a fait « à la Giscard », hélas ! On aurait apprécié que, pour ce dernier discours, Valéry Giscard d'Estaing renonçât au théâtre. Cet au revoir lâché dans un demi-sanglot, le fauteuil abandonné et la silhouette qui s'efface, lentement, côté jardin, le long plan sur la chaise inoccupée qui voulait créer, chez le téléspectateur, l'angoisse du vide... Un « one man show » soigneusement mis au point, dont on pouvait se demander s'il était bien accordé avec ce qu'on imagine devoir être la dignité de la fonction présidentielle.

Passons sur le spectacle et voyons le propos. Il ne comporte rien d'inattendu. D'abord, le remerciement, tardif mais sincère, aux électeurs qui ont apporté leurs suffrages au président sortant ; « *des suffrages,* dit Giscard, *qui reconnaissaient l'effort accompli et recherchaient le bien de la France* ». Est-ce à dire que ceux qui ont préféré François Mitterrand ne se souciaient pas de ce bien de la France ? Y a-t-il toujours, pour Valéry Giscard d'Estaing, la France des bons et celle des mauvais ?

La question n'est pas sans importance. Giscard affirme qu'il se tient à la disposition du pays et se met, comme d'autres avant lui, en réserve de la République. C'est son droit. Qu'un homme politique battu garde l'ambition de servir son pays mérite le respect. Mais, en ne s'adressant qu'à sa moitié de (bons) Français, le président sortant s'est surtout placé en attente de revanche, celle des privilégiés sur le peuple. Même battu, il n'aura décidément pas réussi à être le président de tous.

En attendant un hypothétique retour aux affaires, Giscard appelle les siens à « *resserrer l'union chaque fois qu'elle est une condition du succès* ». C'est la monnaie de la pièce rendue à Jacques Chirac, le nouveau leader de toute la droite : petit coup de pouce donné en vue des législatives, pas plus énergique que n'avait été le soutien de Chirac à Giscard avant l'élection présidentielle.

« *Pendant ces sept ans, j'avais un rêve...* », a confié également le président battu. L'expression résume le septennat : une fuite permanente devant les réalités qui, elles, et surtout pour près de deux millions de chômeurs, tenaient plutôt du cauchemar.

« *Ce jour,* a ajouté Giscard, *marque pour beaucoup le terme de grandes espérances.* » Ne veut-il pas voir que, pour la majorité des Français, c'est au contraire aujourd'hui que renaît l'espoir ?

Laissons-le à ses jeux d'ombres : jeudi, François Mitterrand sera à l'Elysée.

Claude GAULT

JOSPIN A L'UNESCO : L'AFRIQUE DU SUD MENACE LES LIBERTES

(PAGE 6)

Le bon usage de la liberté

La liesse qui a jailli spontanément du peuple à l'annonce de la victoire de François Mitterrand, au soir du 10 mai, était largement partagée avec les jeunes, dont on a pu dire qu'ils étaient pour une large part les exclus de l'actuelle société. Cette amorce de réintégration de la jeunesse dans la société nouvelle qui va s'édifier devra sans cesse s'élargir. Une promesse, non fondamentale, mais significative, qui a été faite, concernant l'abolition de la taxe sur les motos, devra être tenue.

En contrepartie, il faudrait faire comprendre à ces jeunes qu'ils ont également des devoirs à assumer. Un usage intelligent des engins dont ils peuvent disposer, grâce aux progrès techniques et économiques, doit constituer leur contribution à limiter les nuisances : bruit, accidents, pollution, qui accompagnent trop souvent des comportements irresponsables. Que la démonstration soit faite que la compréhension et la sagesse sont plus efficaces que l'intervention brutale des képis et des matraques. Voilà un moyen de donner la parole aux jeunes pour un bon usage de la liberté. Si l'on fait le nécessaire pour leur expliquer cela, nul doute que la majorité d'entre eux saura s'en rendre digne. Ainsi, l'autorité, toujours nécessaire, n'aura plus à s'occuper que d'une frange délinquante restreinte, aisément contrôlable.

Roger CARABIN
Puy-de-Dôme

Lettre du Burundi

Une lectrice de Combat socialiste *nous adresse cette lettre qu'elle a reçue d'une amie :*

J'ai beaucoup pensé à toi hier soir à 20 heures, lorsque j'ai entendu les résultats de l'élection et j'imagine ta joie et ton émotion. Tant d'années de patience et de militantisme acharné sont bien récompensés et le changement tant espéré est enfin arrivé.

Bien que modestement intéressée par le déroulement de la campagne — car je ne croyais pas à une victoire de la gauche et que, de toute manière, je n'ai pas cherché à approfondir le problème — j'ai été vraiment émue et heureuse, et tout à coup je me suis sentie concernée, à ma grande surprise.

Voilà donc le début d'une ère nouvelle, et il faut qu'elle soit positive car la France et le monde entier en auraient bien besoin. En tout cas, ces élections gagnées ont certainement redonné confiance à beaucoup de gens qui vont maintenant se sentir beaucoup concernés et responsables.

Ici l'allégresse a été collective, du moins dans le quartier où nous habitons, où tous les gens sont jeunes et plutôt à gauche. Lorsqu'on a entendu les résultats, tout le monde est spontanément sorti de sa maison en hurlant de joie et il s'en est suivi une grande fête copieusement arrosée à tout ce qui nous tombait sous la main.

(Anonymat respecté)
République du Burundi

Le mythe du faux libéralisme

Il faut en finir une fois pour toutes avec cette hypocrisie qui a tant fait de tort à la gauche. Dans la prochaine campagne électorale, la droite va se servir de son slogan électoral favori : le libéralisme.

Beaucoup d'électeurs confondent libéralisme et liberté. Si la gauche veut gagner définitivement, il faut absolument qu'elle fasse comprendre à ces électeurs, qui ne sont pas forcément de droite, que leur prétendu libéralisme n'est qu'un slogan électoral et une hypocrisie, que leur libéralisme (inguérissable) c'est la loi de la jungle, c'est-à-dire la loi du plus fort, la loi de l'argent. Il faut absolument que la gauche démolisse le mythe du faux libéralisme de la droite si elle veut gagner.

L. LYABASTRE
Val-d'Oise

Choquée

Je viens d'entendre à Antenne 2 Midi, M. Lecanuet qualifier l'élection du nouveau président de la République d'« *ambiguë* » et je suis profondément choquée. Si M. Valéry Giscard d'Estaing avait été réélu, le même M. Lecanuet aurait parlé de victoire et aurait, comme à son habitude, souligné le bon sens des Français. Mais ce monsieur manque d'impartialité, de réalisme et de sens de la démocratie. Il met en doute les capacités de la future Assemblée à diriger la France et parle d'alternance indispensable à l'équilibre de notre pays. Il a la mémoire courte. Avec quelle Assemblée M. Giscard d'Estaing a-t-il gouverné pendant sept ans ? On n'émettait pas, alors, l'idée de partager le pouvoir. A croire que M. Lecanuet se figure que seule l'assemblée sortante a les qualités nécessaires pour assurer les responsabilités d'un gouvernement.

Pourtant, les résultats sont éloquents et les électeurs ne se sont pas trompés. Ils ont choisi le changement parce que la situation de notre pays à l'issue d'un septennat de M. Giscard d'Estaing et de sa majorité était catastrophique à tous les niveaux. Les Français en supportent les conséquences chaque jour, du plus jeune qui ne trouve pas de travail, au plus âgé qui n'a qu'une maigre retraite qui ne lui permet pas de vivre décemment.

M. Lecanuet a une bien piètre opinion des électeurs français, mais il manque surtout des qualités indispensables de compréhension et de tolérance qui sont la base de la démocratie.

M. PARMENTIER
Haute-Marne

AU JOUR LE JOUR

Le dernier homme de droite

par Gabrielle ROLIN

VOUS pouvez chercher, vous ne trouverez plus de gens de droite. Ceux que vous aviez toujours pris pour libéraux avancés ou réactionnaires convaincus vous confient que, « dans le fond », ils sont de cœur avec vous — un fond si bien caché que nul n'aurait deviné que le socialisme y couvait.

A la télé, à la radio, d'anciens piliers du giscardisme frémissent au vent nouveau. Les frères Duhamel se précipitent à saute-mouton dans le sillage d'Elkabbach. C'est à qui se placera le plus à gauche. Hier, on nous présentait les laudateurs d'Estaing, les toutous de Ponia, aujourd'hui (le samedi 23 mai, à 18 h 15, sur TF1), 30 millions d'amis retournent à Latché rendre hommage aux ânes de Mitterrand. Le Tout-Paris n'achète plus son pain que rue de Bièvre et on prévoit, à la Pentecôte, une sacrée bousculade sur la roche de Solutrée pour accompagner le président dans son traditionnel pèlerinage. On en vient à se demander qui a jamais voté Giscard, qui demain votera Chirac.

M. Jimmy Goldsmith, peut-être... Vous savez, l'épurateur de *l'Express* qui a débusqué, en la personne d'Olivier Todd, la vipère marxiste tapie au sein de son journal ! Mais sir Goldsmith n'a pas le droit de vote, alors ? Qui volera au secours de l'ex-majorité ? Qui répandra sa propagande ? Devra-t-elle déclarer forfait faute de combattants ? Non, il lui reste M. Daniel. Ce modeste allié, inconnu des gros bonnets politiques, mène sa campagne électorale derrière le comptoir du café *Le Bouquet* où il remplit les fonctions de garçon de bar.

Dès le 11 mai au matin, accueillant les gueules de bois retour de la Bastille, M. Daniel a donné le coup d'envoi à la contre-offensive. « *Et ce café ? Ça vient ?* », s'impatientaient les clients accoudés sur le zinc. « *Du calme,* ripostait M. Daniel. *Je commence aujourd'hui mes trente-cinq heures. Faudra vous y habituer.* » « *Vous appelez ça des tartines beurrées,* protestait une habituée, *il n'y a pas un gramme de beurre là-dessus* ». « *Demain, vous n'aurez plus que de la graisse de phoque, importée de Sibérie,* lui répondit M. Daniel. *Et celui qui se plaindra, au goulag ! Vous l'aurez voulu !* »

A la place de Robert Hersant, j'engagerais M. Daniel comme éditorialiste, afin de doter *le Figaro* d'un second souffle populaire. Mais *Le Bouquet* y perdrait sa vedette et les consommateurs, cette occasion unique de contempler, en exercice, le dernier homme de droite.

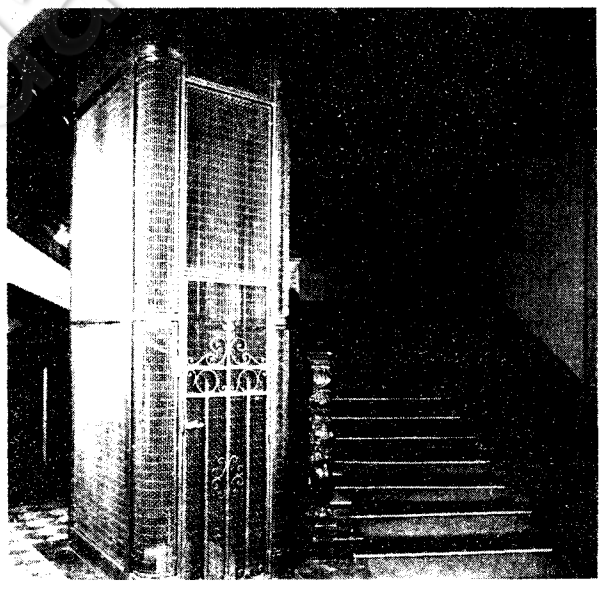
Météo

Orageux

Les orages qui ont éclaté mercredi matin sur la Bretagne vont s'étendre à une grande partie du territoire.

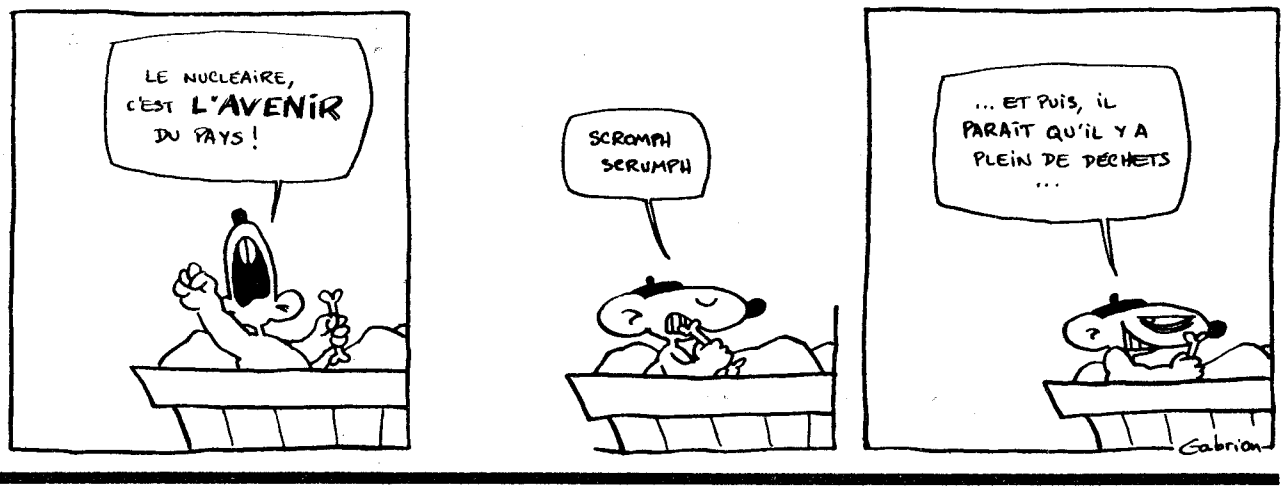
Ces orages seront localement violents avec bourrasques de vent de sud, fortes pluies et même parfois de la grêle. Ils ne devraient pas toucher les régions à l'est du Rhône où le soleil brillera et les températures seront particulièrement élevées.





R. DRIEUX
le spécialiste de la création d'ascenseurs dans les immeubles existants
• ENTRETIENT
• TRANSFORME
• INSTALLE
TOUT ASCENSEUR
Système de parking
Porte de garage
93 rue de Meaux - 75019 PARIS
607 61 51

Rat-le-bol



La troisième dissolution de la Ve République

LE premier acte de François Mitterrand à l'Elysée, qui pourrait intervenir dès le jeudi 21 mai, consistera à dissoudre l'Assemblée nationale après avoir nommé son premier ministre, pour permettre l'élection d'une majorité parlementaire qui corresponde à la nouvelle majorité présidentielle. Pour la troisième fois sous la Ve République, le Parlement sera dissous et le corps électoral convoqué pour de nouvelles élections législatives.

Sous la IVe République, une seule dissolution fut prononcée: le 2 décembre 1955, après la motion de censure qui renversa le gouvernement d'Edgar Faure. Pierre Mendès-France avait été renversé le 5 février 1955. Or, la Constitution n'autorisait la dissolution qu'à l'expiration des dix-huit premiers mois de législature et si, au cours d'une même période de dix-huit mois, deux crises ministérielles survenaient.

Les deux précédentes dissolutions de la Ve République, en 1962 et en 1968, ont été décidées par le général de Gaulle, conformément à l'article 12 de la Constitution qui l'y autorisait, « *après consultation du premier ministre et des présidents des Assemblées.* » L'article 12 précise : « *Les élections ont lieu vingt jours au moins et quarante jours au plus tard après la dissolution. Il ne peut être procédé à une nouvelle dissolution dans l'année qui suit ces élections.* »

La forfaiture

En 1962, la dissolution prise par décret le 9 octobre mettait un point final à une longue lutte du Parlement contre la volonté de De Gaulle, jugée anti-constitutionnelle, de faire élire le président de la République au suffrage universel : le 12 septembre, à l'issue du Conseil des ministres, de Gaulle annonce la tenue d'un référendum sur ce problème. Le 30, au congrès radical, Gaston Monnerville, président du Sénat, parle de « *violation délibérée outrageante de la Constitution* » et ira jusqu'à prononcer le mot « *forfaiture* ». Le 5 octobre, une motion de censure présentée à l'Assemblée nationale par les représentants de tous les groupes (sauf l'UNR) recueille 280 voix contre le gouvernement de Georges Pompidou, la majorité requise étant de 241. De Gaulle dissout alors l'Assemblée le 9 octobre. Il se verra conforté par les résultats de son référendum le 28 octobre, 62 % de oui et 38 % de non, et des élections législatives des 18 et 25 novembre qui donneront au parti gaulliste, l'Union pour la nouvelle République (UNR), 233 sièges sur 482, alors qu'il n'en détenait que 175 avant la dissolution. C'était donc un large succès, et Georges Pompidou était renommé premier ministre.

Les élections de la peur

De même, en pleine crise de mai 1968, De Gaulle, qui sent que la situation lui échappe, annonce le 30 mai qu'il reste à son poste, qu'il maintient Georges Pompidou au sien et qu'il dissout l'Assemblée nationale. Ce seront les « *élections de la peur* », les 23 et 30 juin 1968. Après les barricades et les grèves, l'« *élan* » gaulliste jouera à plein : l'UNR, rebaptisée pour la circonstance UDR, Union pour la défense de la République, se retrouve avec 294 sièges sur 485, disposant à elle seule de la majorité absolue, la droite en ayant en tout 358, soit les trois quarts. C'était le raz de marée qui survenait fort à propos pour la droite, après les précédentes législatives, un an auparavant, les 5 et 12 mars 1967, où elle avait atteint de justesse la majorité absolue avec 245 sièges sur 487, face à une gauche en pleine progression.

C'est sur ce même phénomène de dynamique présidentielle, constaté après les deux dernières dissolutions, que François Mitterrand compte gagner les élections législatives de juin prochain. Dans la foulée du 10 mai.

Bruno DELAPALME

Rapport sur l'état de la France, le dernier devoir de Barre

Raymond Barre a donc remis son dernier devoir au dernier Conseil des ministres du septennat. Le président battu lui avait demandé un rapport sur l'état économique et social de la France au 30 avril 1981. L'ex-premier ministre n'a eu qu'à piocher dans els statistiques de l'INSEE, de l'OCDE, de la CEE, du ministère du Budget.

Sans vouloir denoncer une fois de plus (Combat socialiste du 15 mai), les échecs patents d'une politique menée avec un entêtement peu commun, on peut simplement se poser deux questions :

— Les déficits des budgets de l'Etat en France et en Allemagne fédérale ont représenté respectivement 1,1 % du produit intérieur brut (PIB) et 3,5 %.

Ce faible déficit relatif constitue une des fiertés du « premier économiste de France ». Y a-t-il lieu d'en être si fier alors que la RFA, qui est notre principal partenaire commercial, « grâce à son déficit », entre autres, a réussi à contenir le chômage (4,7 % de la population active, contre 7,4 % en France, chiffres extraits du rapport) et à limiter son inflation (5,5 % de mars 80 à mars 81, contre 12,5 % en France ?...)

— Autre raison d'autosatisfaction pour Raymond Barre : l'endettement extérieur au 31 décembre 1980. Les créances à moyen et à long terme (145 milliards de Francs) sont supérieures aux dettes (124 milliards). Mais le rapport est muet sur la solvabilité des pays débiteurs de la France, dont certains sont en voie de développement ou connaissent de graves difficultés financières comme l'Iran.

Les Français n'oublieront pas que ces deux motifs d'autosatisfaction ont été obtenues au prix d'une inflation à deux chiffres — que Raymond Barre prétendait contenir — et d'un chômage dramatique, lot quotidien de 1,7 millions de Français.

G.F.

Giscard: au revoir la France UDF: adieu l'ami

JEAN LECANUET et Michel Pinton ont réuni mardi 19 mai, à Paris, la convention nationale de l'UDF. Au beau milieu d'âpres négociations entre l'UDF et le RPR au sein de l'UNM, pour que la représentation du parti de l'ex-président ne soit pas réduite à la portion congrue, il ne fut justement question ni de ces discussions, ni du nombre des candidatures uniques, pas davantage du calendrier, mais d'un hommage rendu à Valéry Giscard d'Estaing, juste avant son dernier show télévisé.

« *Les négociations continuent* », s'est borné à dire Jean Lecanuet. Après les accusations lancées de toutes parts contre les giscardiens qui lâchent leur chef après la défaite — malheur aux vaincus —, l'éloge du président battu se voulait sincère.

« *La convention se tourne avec respect, affection et confiance vers celui qui fut pendant sept ans le président de la République. Avec respect, parce qu'elle sait combien fut difficile sa tâche de faire progresser la France malgré la crise* », la motion précisant même que « *son effort de fraternité et de solidarité avait placé la France en tête en matière de justice sociale* ». Ce dont la majorité des Français, qui ont eu l'occasion de le faire savoir le 10 mai dernier, sont convaincus. « *Avec affection,* poursuit le texte, *parce qu'elle connaît l'attention passionnée et vigilante avec laquelle Valéry Giscard d'Estaing a veillé sur la France.* » Presque un éloge funèbre.

Mais l'avenir de Valéry Giscard d'Estaing n'est pas totalement bouché, insistait-on pour le consoler, tout en le renvoyant dans un lointain futur : « *La convention se tourne vers lui avec confiance, parce que c'est lui qui a permis à la France de prendre conscience de ce que sera l'avenir et de commencer à lui donner les moyens d'y faire face. Valéry Giscard d'Estaing incarne et continuera d'incarner l'espoir d'une France gouvernée au centre, acharnée à défendre notre société de liberté, de responsabilité et de justice.* »

Alors que l'UDF, pour éviter la débâcle, a rallié l'ennemi de la veille — le RPR qui a contribué à battre Giscard —, c'était un peu l'« adieu l'ami » des giscardiens, juste avant l'« Au revoir » télévisé du président battu.

B.-D.

BREF

« Nous sommes la majorité présidentielle »

Huguette Bouchardeau a débuté mardi notre série d'entretiens avec les différentes composantes de la nouvelle majorité. Ce sera demain jeudi au tour de Michel Crépeau de s'exprimer dans nos colonnes.

• **Le pavillon tricolore** portant la marque du président Giscard d'Estaing, un faisceau de licteur, qui flotte sur l'Elysée depuis sept ans sera amené mercredi soir.

« *Le drapeau*, a indiqué mardi Jean-Marie Poirier, porte-parole de l'Elysée, *sera amené immédiatement après que le président sortant aura fait ses adieux à la garde républicaine, qu'il passera en revue dans la cour du palais à 19 h 30.* »

• **Le secrétaire général du Parti socialiste portugais,** Mario Soares, assistera jeudi à Paris aux cérémonies d'investiture de François Mitterrand à la présidence de la République française, apprend-on de source socialiste.

François Mitterrand a convié le leader socialiste portugais personnellement par téléphone, précise-t-on. On rappelle que Mario Soares s'était rendu à Paris dès le lendemain de l'élection de François Mitterrand, pour le féliciter.

Le Parti communiste: au service de l'action pour le changement

DANS un communiqué, le bureau politique du Parti communiste français a défini, mardi, sa ligne d'action pendant la campagne pour les élections législatives.

Constatant que l'élection de François Mitterrand est « *une première victoire des travailleuses et des travailleurs* », Georges Marchais et les responsables du PCF, conformément à la ligne des XXIIe et XXIIIe congrès, souhaitent « *unir toutes les forces populaires pour mettre en œuvre une politique nouvelle de justice sociale, de progrès, de liberté, d'indépendance et de paix* ».

Rappelant la position du PCF pendant la campagne de l'élection présidentielle, qui a été d'« *en finir avec le pouvoir et la politique de Giscard et changer vraiment* », le bureau politique s'est déclaré disponible pour tout progrès... « *Nous nous mettons entièrement au service de l'action pour le changement et pour les réformes démocratiques qu'il implique* », a-t-il déclaré. En conséquence, le PCF est « *prêt à assumer, au gouvernement comme à tous les niveaux de la vie nationale, toute responsabilité* ».

Insistant sur son rôle au sein de la majorité présidentielle, le PCF rappelle que « *la victoire n'aurait pu être remportée sans les communistes... De la même façon, le changement ne peut s'accomplir sans la participation active et sans l'apport original du PCF* ».

C. P.

ENTREPRISES ALBERT COCHERY et MEURIS COCHERY
TRAVAUX PUBLICS - CANALISATIONS - ELECTRIFICATION
cochery
REGION NORD PAS-DE-CALAIS
1ere rue - 1ere avenue - Port Fluvial
B.P. COCHERY 22 - B.P. MEURIS COCHERY 9
59211 SANTES - Tél. : (20) 38.61.60
Télex COCHERY : 132416

ERTP
TRAVAUX PUBLICS & BATIMENT
244, rue du Faubourg des Postes - 59000 LILLE
Tél. : (20) 97.14.04

getrabat S.A.
SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION
getrabat s.a.
33, RUE LEDRU-ROLLIN
670.21.76 94200 IVRY

S.E.F.I. SONDAGES · ÉTANCHEMENTS FORAGES · INJECTIONS

LA TECHNIQUE DU SOL

Sondages de reconnaissance
Mécanique des sols
Injections d'étanchements
Remblayage de carrières - Puits de fondation
Parois berlinoises - Tirants d'ancrage

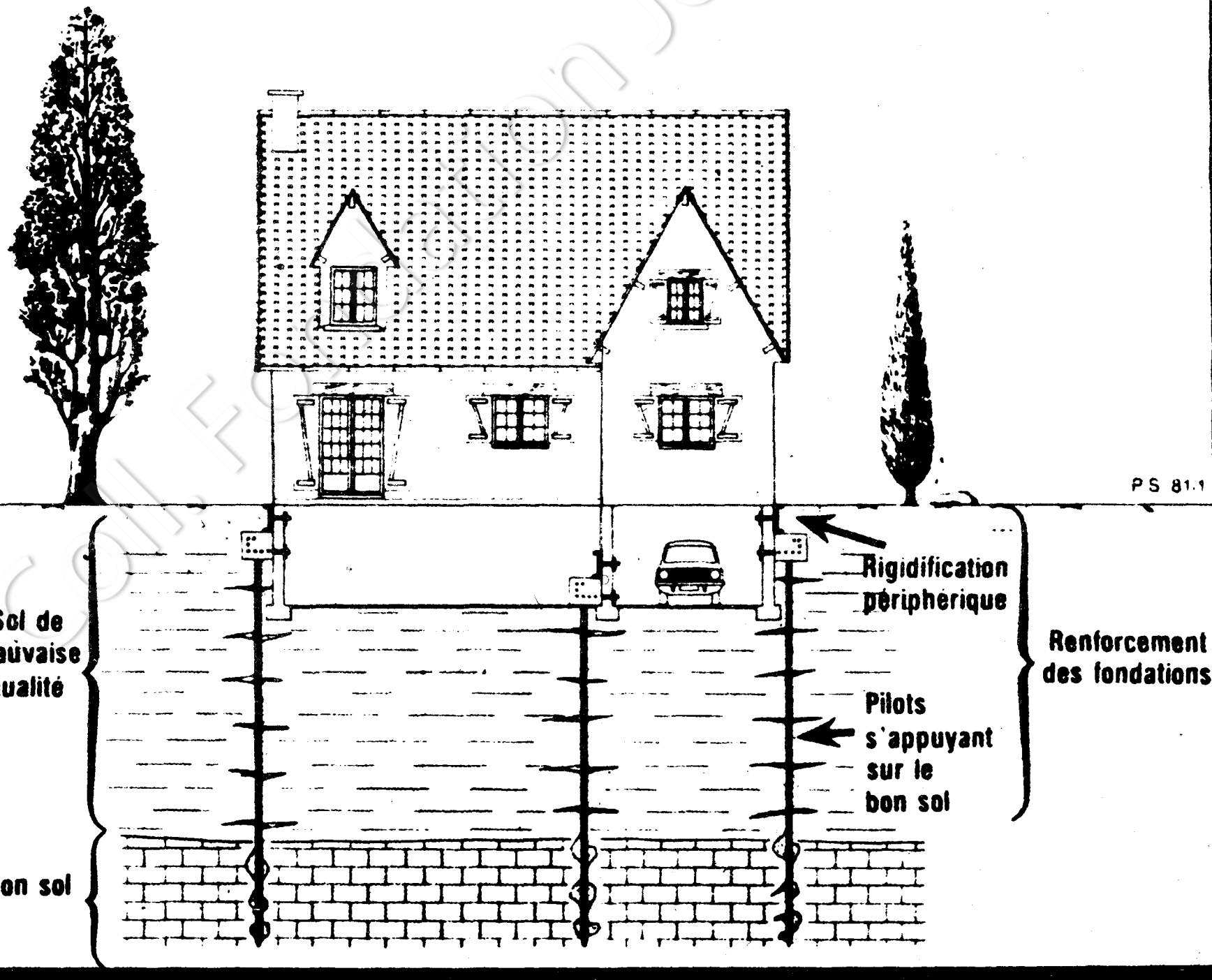
PROCÉDÉS SPÉCIAUX
Écrans armés
Pilots composites
Contreforts intégrés
Vis à terre

Renforcement de fondations d'immeubles, pavillons, monuments, ouvrages divers.

Exemple de procédé S.E.F.I.:

Renforcement des fondations d'un pavillon posé sur un sol de qualité insuffisante

(Pavillon présentant des désordres : Enfoncement local - Fissures importantes...)



S.E.F.I. 2, Route Nationale, 91170 VIRY CHATILLON
Tél. : (6) 996.96.96

Un Français sur vingt-trois est actionnaire

RAREMENT rapport annuel aura été autant attendu que celui de la Commission des opérations de Bourse *, que présentait mardi, à Paris, son président, Bernard Tricot. Rarement une réunion annuelle, « *dont on peut penser qu'elle tombe au plus mauvais moment possible en cette période de changement* », aura été l'objet de tant de sollicitudes de la part de la presse. Tant il est vrai que cette digne institution, créée par une ordonnance de 1967, est avant tout connue (ou méconnue) pour sa discrétion.

La progression de l'actionnariat, les leçons de l'affaire Hachette ainsi que la nécessaire extension des domaines d'intervention de la COB constituent les éléments les plus importants d'un bilan présenté sur un ton modéré mais ferme et qui tranchait avec le peu de maîtrise dont certains opérateurs ont fait preuve à la Bourse, au lendemain de l'élection de François Mitterrand.

Brillante année 1980, au cours de laquelle les émissions de valeurs mobilières (actions et obligations) ont atteint un niveau record de 135 milliards de francs, soit une progression de 65,4 %, résultat, estime la COB, d'une politique d'incitation à l'épargne qui remonte à 1978. Sans omettre les souscriptions des Sicav Monory, passées de 4,2 milliards de francs à 5,5 et qui gèrent actuellement quelque 15,9 milliards contre 9 milliards en 1979.

Concernant l'affaire Hachette (dont Matra a pris le contrôle fin 1980), Bernard Tricot a indiqué qu'elle avait été l'occasion, même si l'idée date déjà de 1975, d'opposer de nouvelles règles (mars 1981) pour le ramassage en Bourse. Celles-ci devraient permettre une meilleure et plus juste information du public, avec l'obligation de se déclarer dans un délai immédiat (cinq jours de Bourse) et automatique pour toute personne physique ou morale qui s'apprête à prendre une participation dans une société, à hauteur de 10 %, 33 % et 50 %. Constatant que la COB ne dispose pas encore des moyens de prendre des sanctions pénales à l'égard des éventuels contrevenants, son président, franchissant un pas supplémentaire, a également déclaré : « *S'il le fallait, nous demanderions un jour qu'il y ait une loi.* »

L'obligation pour les sociétés de présenter des comptes consolidés (c'est-à-dire comprenant leurs comptes propres et ceux du groupe), l'amélioration de la protection des actionnaires modestes ainsi que le renforcement de leur pouvoir de décision, un meilleur contrôle de la COB concernant la publicité donnée aux nouvelles formes d'incitation à l'épargne (diamants, forêts, médailles...), sont quelques axes auxquels cette institution va s'attacher, consciente des succès et des limites des efforts déjà accomplis.

Et maintenant, s'est interrogé Bernard Tricot ? A la veille de la nationalisation de plusieurs groupes industriels et de la question de l'indemnisation de leurs actionnaires, le président de la COB a tenu à redire combien, compte tenu des contraintes économiques, « *le bon développement du marché financier est un des moyens de faire face à ces difficultés, par les investissements qu'il procure. L'épargne est le moyen qui devrait être le plus largement possible utilisé par les sociétés, plutôt que l'emprunt bancaire* ». Dans ce sens, il constitue un moyen de lutter contre l'inflation. A cet égard, les actionnaires, « *qui sont ceux qui ont pris le plus de risque et qui participent activement à la vie économique* », doivent être sécurisés et bénéficier de garanties.

Dominique FERBOS

* Organisme spécialisé, à caractère public, la COB a pour mission de mieux informer les épargnants sur la nature des activités des sociétés cotées en Bourse et d'en contrôler son bon fonctionnement.

La baisse se ralentit à la Bourse

LE mouvement de baisse s'est ralenti mardi 19 mai à la Bourse de Paris, où les valeurs françaises ont cédé en moyenne 0,4 %.

Le soutien des « gendarmes », les investisseurs institutionnels (Caisse des dépôts, caisses de retraite, assurances...), était facilité par le tassement du courant des ventes dans la matinée. Quelques titres ont même enregistré des hausses appréciables : Roussel-Uclaf, + 4 % ; Denain-Nord-Est, + 2 % ; Bouygues, + 5 %.

De son côté, et bien que beaucoup moins attaqué qu'au lendemain de l'élection présidentielle, le franc continue de préoccuper les milieux financiers. Mais que ce soit à Paris ou sur les places étrangères, la monnaie française a fait, mardi, relativement bonne figure, ne s'effritant que légèrement. Les cambistes n'ont en outre pas fait état d'interventions importantes de la Banque de France, qui avait pourtant, la semaine dernière, dépensé quelque 1,5 milliard de dollars à cet effet.

Si l'institut d'émission n'est pas ou peu intervenu mardi sur le marché des changes, il a eu recours à l'arme des taux d'intérêt : le loyer de l'argent au jour le jour a atteint mardi un nouveau record à 17,5 %, contre 16 % la veille.

Sur le marché de l'or, le lingot d'un kilo a gagné 110 francs à 95 100 francs, et le napoléon a poursuivi sa progression (+ 1 %) à 929,50 francs.

Deux priorités syndicales : SMIC et durée du travail

« *Il ne faut pas précipiter les choses, mais les laisser se décanter pour voir comment, dans les jours qui viennent, la situation évolue* », a déclaré, mardi soir, Georges Séguy qui était interrogé sur l'attitude de la CGT vis-à-vis du nouveau président de la République.

« *Sans attendre une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale et des élections législatives, il est dans les pouvoirs du président de la République de prendre par décret un certain nombre de décisions qui seraient de nature à confirmer les travailleurs dans leurs espérances. Le SMIC*, a-t-il ajouté, *est une de ces questions, ainsi que la réduction de la durée hebdomadaire du travail qui est un aspect du problème de l'emploi. Cela peut être du domaine législatif ou négocié entre organisations syndicales et employeurs.* »

Améliorer la condition féminine

De son côté, Edmond Maire a souligné, devant la presse, à l'occasion de la réédition du livre de Jeannette Laot, secrétaire confédérale, *Stratégie pour les femmes*, que l'espoir d'engager une politique « *réconciliant enfin le projet socialiste et la libération des femmes existe aujourd'hui* » et que la CFDT se doit d'assumer cette « *responsabilité historique* ». L'« *autonomie économique réelle* » des femmes que souhaite la CFDT implique notamment que des mesures législatives assurant la mixité de « *tous les emplois* » soient adoptées « *très vite* », a-t-il affirmé. Mais, dans un premier temps, la satisfaction des revendications prioritaires de la CFDT (réduction de la durée du travail, relèvement du SMIC) « *contribuera déjà à changer significativement la situation des travailleuses* ».

Quant à André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, il a estimé, mardi à Lyon, que « *rien ne semblait changé dans la situation générale qui permette un rapprochement avec la CFDT* ».

André Bergeron, qui intervenait devant les 1 500 délégués du congrès de la Fédération FO des services publics et de la santé, a par ailleurs souligné que « *FO a sa propre conception de la société et du rôle essentiel du contrepoids du syndicalisme (...). Pour nous, le seul porte-parole des intérêts des salariés c'est le syndicat. Alors gardons-nous de nous dissoudre dans le courant né dans l'enthousiasme actuel.* »

BREF

• **Allan Maceachen**, vice-premier ministre et ministre des Finances du Canada, présidera dès le jeudi 21 mai, le comité intérimaire du FMI. Il remplace René Monory, ministre français de l'Economie et des Finances, qui avait été élu président du comité au début de l'année et qui doit céder sa place, compte tenu de la démission du gouvernement français.

• **La Fédération nationale des mutuelles des travailleurs** (FNMT) estime que la situation plus favorable créée par l'élection de François Mitterrand pourra faire aboutir ses principales revendications : abrogation du ticket modérateur d'ordre public ; suppression des abattements de tarifs ; renégociation de la convention médicale nationale.

Plogoff respire

APlogoff, la très nette victoire de François Mitterrand a été ressentie comme une délivrance, la fin heureuse d'une longue et dure période de résistance. Depuis six ans, ses habitants se battaient contre le projet de construction d'une centrale nucléaire de 5 200 mégawatts.

Un combat résolu, avec des actions parfois déroutantes, car toujours spontanées, avec la volonté d'éviter toute récupération politique.

« *Des opposants à la centrale ? Des minoritaires* », disaient le préfet et la direction d'EDF. « *Quelques dizaines d'excités* », renchérissaient les dirigeants locaux du PC, devenus favorables à la centrale, après l'avoir combattue.

Le désaveu a été cinglant dès le 26 avril : 57 % des voix pour François Mitterrand, moins de 5 % pour Georges Marchais, alors que le candidat du PC aux législatives de 1978 avait dépassé 27 %. La droite a recueilli 26 % contre 46 % en 1978.

« L'effet Plogoff » a joué également dans tout le cap Sizun et même au-delà : pour la première fois de son histoire politique, le canton de Pont-Croix, dont Plogoff fait partie, a donné la majorité à la gauche. De nombreuses communes rurales, traditionnellement à droite, ont voté Mitterrand.



La joie explose à Plogoff. (Photo DR)

Les militants socialistes, présents dès le premier jour dans la lutte contre la centrale et sur les autres terrains d'action, recueillent le fruit d'un travail patient et déterminé.

L'association Plogoff alternative et le Groupement foncier agricole (GFA) du cap Sizun s'efforcent de développer les expériences concrètes d'économies d'énergie et d'énergies douces : construction d'éoliennes, production de gaz de fumier, mise en chantier d'une « maison autonome », dont la première pierre a été posée par Haroun Tazieff au mois d'avril...

Le spectre de la centrale s'éloignant, l'association entend démontrer qu'il existe une alternative au nucléaire.

Daniel BOUER

Le MODEF veut poursuivre sa lutte pour le changement

APRÈS s'être satisfait de l'élection de François Mitterrand, le MODEF (Mouvement pour la défense de l'exploitation familiale) qui a réuni son bureau national à Paris le 18 mai, a rappelé mardi, au cours d'une conférence de presse, les questions urgentes qu'il entendait voir réglées dans le cadre des pouvoirs réglementaires du nouveau gouvernement :

— Respect des prix agricoles tels qu'ils ont été fixés à Bruxelles et principalement pour le prix du lait ;

— Dans l'attente de la consolidation des dettes, report d'échéance des crédits, cotisations sociales et impôts, suspension de toutes les poursuites engagées, attribution de crédits d'urgence ;

— Stricte application de la législation sur les cumuls et les reprises ;

— Application vigilante des textes concernant les importations de toute provenance et de toute nature.

Le MODEF, qui a exprimé son désir de rencontrer le président de la République, appelle tous les exploitants agricoles à « *compléter la victoire du 10 mai en élisant les 14 et 21 juin une majorité de députés appartenant à tous les partis de la nouvelle majorité présidentielle* ».

Déclarations incisives, mercredi matin à l'Unesco, de Lionel Jospin, premier secrétaire du PS

L'Afrique du Sud menace la paix et les libertés

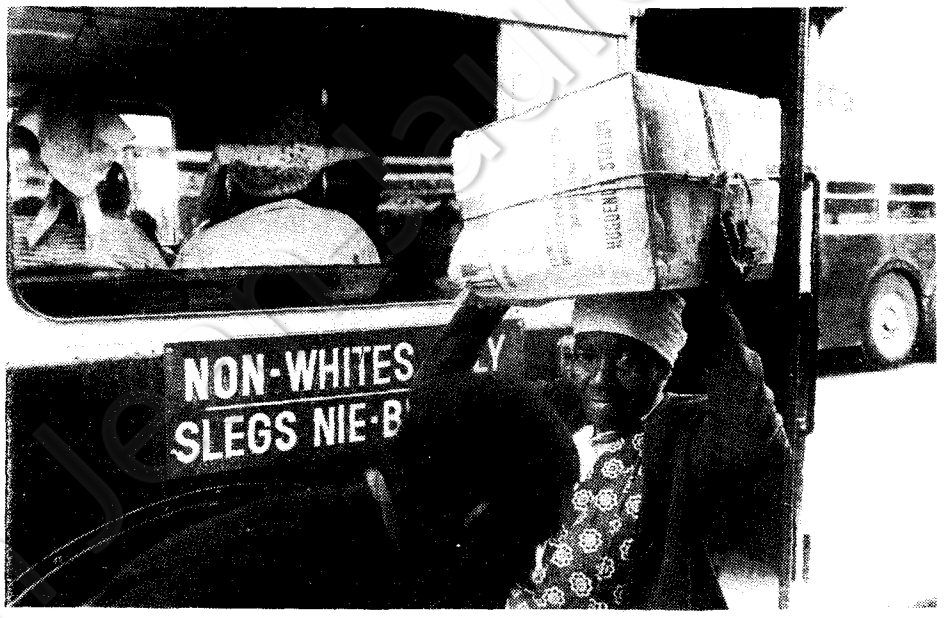
Prenant la parole mercredi matin, lors de la séance d'ouverture de la Conférence internationale sur des santions contre l'Afrique du Sud, qui se tiendra jusqu'au 27 mai au palais de l'Unesco, à Paris, Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, a prononcé un important discours de politique étrangère, dont nous publions ici le texte intégral.

Condamnant avec force le régime raciste de Pretoria, *« qui constitue une menace permanente pour la paix et un obstacle fondamental au développement du continent africain »*, Lionel Jospin a réaffirmé que le PS demandera au nouveau gouvernement français qui va se constituer de *« tout mettre en œuvre pour que la Namibie accède à l'indépendance dans les conditions prévues par la résolution 435 des Nations unies »* (lire à ce sujet notre éditorial du 20 mai, intitulé « Coup d'envoi pour une nouvelle politique africaine »). Lionel Jospin a ajouté : *« Pour nous socialistes, il ne saurait y avoir d'atermoiements, de temporisations, encore moins d'alternative. »*

Cela veut dire que la France doit s'associer aux sanctions prévues contre l'Afrique du Sud.

Mardi matin, au cours d'une conférence de presse, Akporode Clark (Nigeria), président du comité spécial des Nations unies contre l'apartheid et président du comité préparatoire de la conférence de l'Unesco, avait déclaré : *« Nous espérons que la cause anti-apartheid a trouvé en la France un nouveau champion. »*

Organisée par les Nations unies et l'Organisation de l'unité africaine (OUA), la Conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud réunira pendant une semaine, à Paris, quelques-unes des personnalités les plus en vue du continent africain.



***« Si l'apartheid peut changer dans la forme, ses caractères fondamentaux persistent »*, a déclaré Lionel Jospin dans son discours. C'est ainsi que les Noirs ne peuvent prendre que les autobus qui leur sont réservés. La pancarte « Non-Whites » (Non-Blancs) est apposée sur les véhicules.** (Photo Sygma)

Au moment où l'Unesco, symbole du dialogue entre les peuples et les civilisations, accueille cette conférence des Nations unies, permettez au premier secrétaire du Parti socialiste français de remercier cette éminente assemblée de son invitation, et de lui dire combien il ressent l'honneur qui lui est fait de pouvoir s'adresser à travers vous à la communauté internationale.

Cette conférence s'ouvre au moment où un grand rassemblement populaire vient de porter à la présidence de la République française, en la personne de François Mitterrand, celui qui a su incarner les forces de l'espérance.

Cet espoir engage notre responsabilité ; responsabilité vis-à-vis du peuple français, mais responsabilité aussi vis-à-vis de tous ceux qui, dans le monde, luttent pour leur indépendance, leur dignité et leur liberté.

La liberté, les peuples africains savent ce qu'il en coûte pour la conquérir, et je voudrais rendre ici hommage, au nom du Parti socialiste, à tous ceux qui, sur ce continent, ont combattu et, aujourd'hui encore, luttent pour elle.

Sur cette terre africaine, qui a déjà tant souffert, un pays, la Namibie, continue d'être illégalement occupé, en violation de toutes les lois internationales.

S'agissant de ce territoire, le Parti socialiste a toujours reconnu l'autorité légale des Nations unies et a dénoncé, à maintes reprises, les obstacles opposés par le régime de Pretoria à



la marche de la Namibie vers l'indépendance.

Le Conseil de sécurité

Notre parti soutient les résolutions 431 et 435 du Conseil de sécurité, qui définissent le plan de règlement de la question namibienne et ses modalités d'application en vue d'élections libres, sous la supervision de l'ONU. Il a suivi avec une attention vigilante les efforts des Nations unies pour faire accéder rapidement la Namibie à l'indépendance, sur la base de ces deux résolutions.

Comme vous tous, il s'est indigné de ce que, une fois encore, l'Afrique du Sud ait cru devoir mettre en cause l'impartialité de l'ONU, lors de la Conférence de Genève, en jetant la suspicion sur un projet qui avait cependant reçu l'accord des cinq pays occidentaux dits du « groupe de contact ».

En fait, l'Afrique du Sud a toujours considéré la Namibie comme sa cinquième province, ce qui ne saurait être accepté.

L'accord donné par Pretoria au plan de règlement n'aura été qu'un simulacre d'acquiescement, destiné à abuser les diverses parties prenantes.

En son temps, nous avons dénoncé les responsabilités de l'Afrique du Sud dans l'échec de la Conférence de Genève.

Nous avons également demandé que les pays du groupe de contact agissent pour que le gouvernement de Pretoria tire enfin les conséquences de son acceptation de principe du plan de règlement adopté par le Conseil de sécurité.

Depuis l'échec de la Conférence de Genève, le Parti socialiste n'a cessé d'être attentif à toutes les actions engagées en vue du règlement prévu. A cet égard, il a porté un intérêt tout particulier aux recommandations du bureau de coordination des pays non alignés, réunis à Alger le mois dernier.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, Chers Camarades, vous savez qu'une situation politique nouvelle est créée en France depuis l'élection présidentielle du 10 mai dernier.

Le Parti socialiste se doit d'être un élément moteur de cette nouvelle politique.

Indépendance de la Namibie

Au gouvernement qui va se constituer dans les prochains jours, nous demanderons de tout mettre en œuvre pour que la Namibie accède à l'indépendance dans les conditions prévues par la résolution 435. En effet, pour nous socialistes, il ne saurait y avoir d'atermoiements, de temporisations, encore moins d'alternative.

Nous réaffirmons avec force le principe de base de tout règlement : *« La Namibie est occupée illégalement ; elle a le droit à l'indépendance, et les Namibiens à la liberté. »*

L'apartheid

Le Parti socialiste n'a cessé de dénoncer le régime d'apartheid comme une des plus grandes injustices de notre temps.

Ce n'est pas seulement la politique agressive du gouvernement de Pretoria qui est en cause, mais la nature d'un pouvoir fondé sur le racisme, qui constitue une menace permanente pour la paix et un obstacle fondamental au développement du continent africain.

Il est faux et illusoire de prétendre, comme le soutiennent les forces conservatrices, que le développement économique engendrerait une désintégration progressive du système d'apartheid.

A l'expérience, nous devons constater qu'il n'en est rien. Si l'apartheid peut changer dans la forme, ses caractères fondamentaux persistent.

Des sanctions

Dans ces conditions, le Parti socialiste s'est toujours montré favorable à ce que des sanctions soient prises contre l'Afrique du Sud, et je vous rappelle qu'en particulier il préconise :

— L'arrêt de tout commerce avec la Namibie, et notamment de l'importation d'uranium ;

— La réduction, dans des délais compatibles avec les contraintes techniques, des importations françaises en provenance d'Afrique du Sud ;

— L'interruption de tout investissement public et de toute aide aux investissements privés.

Sans parler, bien entendu, d'un embargo total sur les armes.

Mais ces sanctions doivent aller de pair avec un soutien accru aux pays de la ligne de front sur lesquels l'Afrique du Sud fait peser de lourdes menaces.

Les mouvements de libération

Par ailleurs, nous souhaitons qu'un gouvernement de gauche apporte un soutien politique et diplomatique, et une assistance humanitaire aux réfugiés et aux militants des mouvements de libération d'Afrique du Sud et de Namibie, que nous saluons ici.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, Chers Camarades, tous les socialistes de ce pays se sont félicités de ce que les peuples du Mozambique, d'Angola, de Guinée-Bissau, du Cap-Vert, et tout récemment du Zimbabwe, soient parvenus à l'indépendance.

Dans un avenir proche, je l'espère ardemment, ils se réjouiront avec vous de voir une Namibie indépendante jouer pleinement son rôle pour le développement de tous les peuples d'Afrique australe.

EIP
Electrifications Industrielles & Publiques

Installations de mâts d'éclairages « Grands espaces »
Sonorisation — Eclairage public — Illuminations
Installations électriques ***H.T. et B.T.***

NORD : 57, rue de Trécise - 59000 LILLE - Tél. : (20) 52.09.97
PAS-DE-CALAIS : Z.I. - BP 102 - 62110 HENIN-BEAUMONT
Tél. : (21) 75.16.82

Un chef de la guérilla d'El Salvador nous déclare :

Non à la politique réformiste des Etats-Unis

Principal dirigeant des Forces armées de la résistance nationale (FARN), l'un des cinq groupes rattachés au Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), qui a coordonné la lutte armée contre la junte civile et militaire d'El Salvador, Ferman Cienfuegos estime que la politique des Etats-Unis dans son pays est vouée à l'échec. Il ne croit pas à la possibilité d'élections législatives en mai 1982.

LA politique américaine au Salvador est *« une aventure dirigée par les milieux les plus fascistes de l'administration Reagan »*, a affirmé un des commandants du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), Ferman Cienfuegos, dans une interview accordée à l'AFP.

« Les Américains tentent de s'accrocher à l'idée d'un triomphe militaire à court terme, entre mai et août, afin de parvenir à la « pacification » et soutenir une issue électorale dans le pays », a ajouté le commandant du FMLN.

Agé de trente-cinq ans, principal dirigeant des Forces armées de la résistance nationale (FARN), l'un des cinq groupes rattachés au Front Farabundo Marti, Ferman Cienfuegos fait montre de prudence sur la stratégie à suivre dans la conjoncture salvadorienne actuelle.

« Nous ne tomberons pas dans le piège d'accepter une confrontation militaire directe avec les Etats-Unis, dit-il. *Mais les Américains devront accepter le fait que leur projet réformiste est un échec, qu'ils n'ont pu nous battre sur les champs de bataille et qu'il leur faudra respecter la souveraineté et l'autodétermination des peuples. »*

A propos du refus de la junte salvadorienne de dialoguer, le dirigeant du FMLN estime que *« tant que les Etats-Unis ne cèdent pas d'un pouce, il n'y a pas de solution possible »*. Pour Ferman Cienfuegos, le haut-commandement militaire espère liquider toute résistance entre mai et août, afin de convoquer des élections en mai 1982.

« Nous affirmons que cette sortie électorale sera peu à peu abandonnée », poursuit-il, car, selon lui, la démocratie chrétienne salvadorienne se trouve confrontée à une grave crise.

EN 24 HEURES

TCHECO-SLOVAQUIE
Deux Français expulsés

Gilles Thonon et Françoise Anis, les deux jeunes Français arrêtés à la frontière tchécoslovaque le 28 avril dernier, devaient être expulsés sans jugement mercredi, ainsi qu'en a été informé l'ambassadeur de France à Prague. Ils étaient accusés d'avoir transporté *« illégalement une quantité énorme de matér el anti-étatique et de devises occidentales, destinés à des citoyens tchécoslovaques pour la subversion »*.

VATICAN
Longue convalescence pour Jean-Paul II

Le pape Jean-Paul II, malgré sa constitution robuste, aura besoin d'une période prolongée de soins et de convalescence, ont estimé les spécialistes italiens et étrangers



Spectacle quotidien à Varsovie : la queue devant une boucherie-charcuterie. (Photo AP)

La carte du rationnement s'étend en Pologne

Le syndicat Solidarité considère les tickets comme un «mal nécessaire» et presse le pouvoir d'instaurer le débat pour sortir de la crise

Reportage de Pierre Li

Le 1er juin, de nouveaux produits seront rationnés en Pologne : les lessives, le lait en poudre, les aliments pour enfants.

VOUS partez en Pologne et vous ne savez pas quoi emporter pour offrir à vos amis. Rien de plus facile. Faites un tour chez vos commerçants habituels. Achetez du sucre, du riz, de l'huile, du chocolat, de la lessive, du shampooing, des allumettes. Si vous partez en avion, ajoutez-y un bon morceau de viande, du beurre, des fruits et des légumes frais. Et si vous avez perdu cette liste, rappelez-vous qu'elle n'est qu'indicative et nullement limitative. Pratiquement, tout ce qui ici est ordinaire est devenu là-bas, à dix-huit cents kilomètres seulement, extraordinaire. Le plus banal fera la joie de vos hôtes.

Arrivé à Varsovie, vous verrez que les magasins se divisent en deux catégories : ceux qui sont vides et ceux où il faut faire la queue. Dans ceux-ci, ayez la patience d'attendre une heure, deux heures, parfois plus et vous y découvrirez que l'outil de travail de la caissière c'est la paire de ciseaux, pour découper les tickets de rationnement.

Vous entendrez récriminer les gens, âgés pour la plupart, et si vous comprenez ce qu'ils disent, vous saurez qu'ils s'inquiètent de savoir comment partir en vacances : les cartes de rationnement, dont la durée de validité n'est pas la même selon les produits, ne sont utilisables que dans le magasin où elles ont été tamponnées.

Chacun conserve l'habitude de ne jamais sortir sans un filet ou une poche en plastique, comptant sur le hasard pour pallier les pénuries périodiques des magasins de son propre quartier. Mais cela risque, au train où se développent les tickets, de devenir une manie inutile.

A moins de rester longtemps dans le pays, vous n'aurez pas à souffrir de cette situation inimaginable aujourd'hui en Europe. Tout d'abord, vos amis polonais passent une bonne partie de la journée à s'organiser pour éviter d'être pris au dépourvu. Ils s'astreignent à faire la queue et cherchent ensuite chez leurs parents et leurs connaissances à échanger ce qu'ils ont en trop contre ce qui leur manque.

Surprises culinaires

Ensuite, même si vous n'avez pas droit aux tickets de rationnement, les soixante-sept francs par jour que vous êtes tenu de changer, en tant que touriste, vous permettront de manger matin et soir au restaurant. Mais cela peut vous réserver des surprises culinaires : par exemple une pizza aux macaronis ou une côtelette de fromage (sans viande bien entendu).

Pénurie rime avec marché noir : sur quarante-huit mille magasins (d'Etat pour la plupart), quarante-trois mille étaient, indique un récent rapport de police, en situation irrégulière après contrôle.

Dégénérescence

« Mal nécessaire. » C'est ainsi que Solidarité considère le rationnement car, explique le syndicat, *« le déficit en biens de consommation est tel que la monnaie ne peut plus être le seul régulateur de la distribution »*. Mais Solidarité s'inquiète aussi de la passivité du pouvoir qui a attendu jusqu'à ces derniers jours pour proposer aux députés de la Diète un rapport sur l'état de l'économie et un plan de stabilisation. Les députés ont jugé sévèrement ces textes. Le ministre des Finances, Henryk Kisiell, a lui-même reconnu qu'ils étaient insuffisants et le chef du gouvernement, le général Wojciech Jaruzelski, vient d'en confier l'examen à des experts indépendants du pouvoir : les professeurs Bobrowski et Markiewicz qui rendront leur verdict vers la fin du mois.

A Varsovie, l'organe du parti, *Trybuna Ludu*, a très vivement critiqué les autorités, les jugeant *« incapables à tous les niveaux »* et préconisant de les changer.

A Moscou, la *Pravda* accuse Solidarité d'être responsable des désordres économiques, ce que ne dit plus *Trybuna Ludu*. Le journal soviétique oublie, ou ne veut pas savoir, que le syndicat Solidarité est né non seulement parce que les ouvriers et travailleurs voyaient leur situation personnelle se dégrader, mais aussi parce qu'ils assistaient, impuissants, à l'arrivée d'une catastrophe nationale.

Les changements, Solidarité n'en fait pas une question de personnes. Dans le projet de thèse soumis à la discussion de ses membres, avant le premier congrès du syndicat, qui aura lieu le 31 août prochain, on lit cette appréciation : *« Cette crise n'est pas née dans les derniers mois ni dans les dernières années, mais s'est développée progressivement depuis dix ans. Elle résulte de la profonde dégénérescence d'un appareil de production incapable de satisfaire la demande, tant en quantité qu'en qualité. »*

Solidarité ne dit pas, comme le vice-premier ministre Mieczyslaw Rakowski, qu'il faudra dix ans pour sortir de la crise. Le syndicat demande simplement que le débat démocratique s'instaure au plus vite pour éviter son aggravation.

Nouveau ! CHAISES LONGUES
HAVAS CONSEIL

Tension accrue en Ulster

Cinq soldats anglais tués par l'IRA

CINQ soldats britanniques ont été tués, mardi matin, par l'explosion d'une bombe dans le sud de l'Irlande du Nord (Ulster). L'épreuve de force se durcit entre Londres et l'IRA provisoire, qui a revendiqué l'attentat. Elle ne peut qu'accroître la tension entre les deux communautés de la province.

L'explosion qui a tué les cinq occupants d'un blindé de l'armée, non loin de la frontière avec l'Eire, est la plus importante opération menée contre l'armée britannique depuis l'attentat de Warrenpoint, survenu dans la même région, le 27 août 1979. Dix-huit soldats avaient alors été tués dans deux explosions successives, le jour même où lord Mountbatten était assassiné.

Selon l'armée, l'explosion de mardi est due à un engin explosif de plus de quatre cents kilos, qui a totalement désintégré le blindé.

Le lieu de l'explosion se trouve à quelques kilomètres du village natal de Raymond McCreesh, le militant de l'IRA détenu à la prison de Maze, près de Belfast, qui en était mercredi à son soixantième jour de grève de la faim, tout comme son camarade Patsy O'Hara, pour que les détenus républicains obtiennent le statut de prisonnier politique.



(Photo AP)

C'est dans cette atmosphère de tension accrue que devaient avoir lieu, mercredi, des élections locales dans la province. Au sein même de chaque communauté, les partis extrémistes pourraient l'emporter sur les modérés.

Crise israélo-syrienne

Menahem Begin hésite

LA réunion extraordinaire des pays de la Ligue arabe pour discuter de la crise israélo-syrienne s'ouvrira vendredi à Tunis.

Mercredi matin en Israël, rien n'avait encore filtré quant aux éléments qui pourraient constituer la base d'un compromis ébauché par Philip Habib, émissaire du président américain Ronald Reagan, au Proche-Orient.

Le premier ministre, Menahem Begin, avait simplement déclaré, mardi soir, que, d'une part, Philip Habib avait accompli *« des efforts sans pareils pour trouver une solution pacifique »* et que, d'autre part, Israël allait prendre *« les décisions qui s'imposent »*.

On attendait la réponse qui devait être faite, mercredi après-midi, à l'émissaire américain pour savoir si Tel-Aviv accepterait de poursuivre de fragiles négociations ou déclencherait les hostilités contre la Syrie.

Bavure en Espagne : 3 morts

LE ministre espagnol de l'Intérieur, Juan José Rosón, a confirmé mardi la thèse d'une « bavure » policière, le 10 mai dernier, pour expliquer la mort de trois jeunes gens alors qu'ils étaient conduits d'Almeria (Andalousie) à Madrid par la garde civile, après leur arrestation.

D'après une première version officielle, les trois jeunes gens, soupçonnés d'appartenir à l'organisation séparatiste basque ETA-militaire, avaient péri carbonisés dans l'incendie de la voiture de police qui les conduisait à Madrid, la garde civile ayant ouvert le feu sur le véhicule.

Helmut Schmidt à Washington

Entretiens avec le président Reagan, sur les fusées Pershing et le désarmement

LE chancelier ouest-allemand, Helmut Schmidt, était attendu mercredi à Washington. Il séjournera jusqu'à samedi aux Etats-Unis. Les entretiens qu'il doit avoir avec le président Ronald Reagan porteront avant tout sur l'équilibre nucléaire et militaire entre l'Est et l'Ouest.

Le chef du gouvernement ouest-allemand voudrait, d'un côté, s'assurer de l'installation en RFA de fusées Pershing-2 et de missiles Cruise, qui font partie de la panoplie de l'OTAN et, d'un autre côté, que Washington exprime sa volonté d'aboutir dans les négociations sur le désarmement avec l'URSS.

Sur la première question, le chancelier est contesté au sein de son propre parti, le Parti social-démocrate, ainsi qu'en Belgique et aux Pays-Bas. Aussi a-t-il récemment menacé de démissionner s'il n'était pas suivi. Mais on estime que le chancelier a également voulu adresser un avertissement aux autorités américaines, qui tardent à négocier avec Moscou.

BOLIVIE
Huit avions de cocaïne

« Les forces armées boliviennes cesseront de réprimer les délits liés au trafic de cocaïne », a déclaré, mardi, le président Luis Garcia Meza, invoquant l'assistance insuffisante des pays consommateurs.

EN 24 HEURES

POLOGNE
Gierek sur la sellette

L'ancien premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais Edward Gierek, qui avait notamment été accusé de *« décisions autoritaires »* par le comité central du POUP, a affirmé devant la commission d'enquête qui l'interrogeait qu'il s'était toujours efforcé d'agir *« pour le bien de la société »*.

NIGERIA
Incident frontalier

Le Nigeria a adressé une *« vive protestation »* au Cameroun et lui a demandé des *« excuses sans réserves »*, à la suite d'un incident frontalier qui aurait fait, samedi, cinq morts et trois blessés graves parmi les gardes-côtes nigérians, à l'embouchure du fleuve Rio del Rey.

KENYA
Fermeture de l'université

Les autorités kenyanes ont ordonné, mardi, à tous les étudiants de sexe masculin, expulsés la veille de l'université de Nairobi, de quitter la ville et de se présenter chaque semaine à l'administration de leur lieu de résidence. Pendant le dernier week-end, les forces de l'ordre s'étaient opposées, dans les rues de la capitale, aux étudiants qui soutenaient les médecins en grève.

GRANDE-BRETAGNE
En grève depuis onze semaines

Le mouvement revendicatif des 530 000 fonctionnaires britanniques est entré, mardi, dans sa onzième semaine de grève consécutive. Les fonctionnaires réclament une augmentation salariale de 15 %, alors que le gouvernement n'offre que 7 %. L'action est particulièrement importante parmi les contrôleurs aériens.

COLOMBIE
Agitation sociale

Douze mille dockers colombiens menaçaient de faire grève à partir de mercredi si la société portuaire nationale persistait à leur refuser une augmentation de salaire de 30 %

Les mouvements de revendication se sont amplifiés dans tout le pays, où des travailleurs n'ont pas été payés depuis plusieurs mois. Depuis le 13 mai, les affrontements entre forces de l'ordre et grévistes ont fait deux morts.

AFRIQUE
L'IAS félicite Mitterrand

Le conseil général de l'Interafricaine socialiste (IAS), réuni depuis lundi à Fez (Maroc), a dénoncé vivement l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, dont il a demandé le *« retrait immédiat et inconditionnel »*.

Par ailleurs, l'ancien chef d'Etat sénégalais Léopold Sédar Senghor a condamné à la tribune de l'IAS l'invasion du Tchad par les troupes libyennes.

L'IAS a chaleureusement félicité François Mitterrand pour sa récente victoire à l'élection présidentielle.

BERLIN-OUEST
Néo-nazis interdits

Le commandement interallié à Berlin a interdit, mardi, *« la présentation et la diffusion publique »* à Berlin d'*« emblèmes, tracts, affiches et autres écrits réalisés à la demande du parti néo-nazi »* ainsi que l'« organisation de manifestations néo-nazies », jusqu'au 12 septembre 1981.

MALI
Condamné à mort

Un Français, François Vain, reconnu coupable du détournement de 31 millions de francs maliens (310 000 francs français), a été condamné à mort par contumace par la Cour spéciale de sûreté de l'Etat malien, à Bamako.

C'est le moment d'acheter votre maison Bâtir

Les prêts sont là !

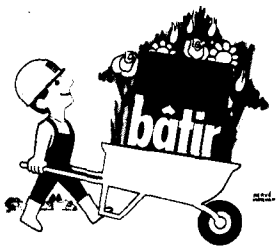
à Lille, Arras, Valenciennes, Dunkerque, Boulogne-sur-Mer, Amiens, Lens, Douai.



En devenant propriétaire maintenant de votre maison Bâtir, vous bénéficierez de prêts attractifs obtenus au meilleur taux.
Un financement à 100 % est possible pour une famille de 3 enfants dont un de moins de 4 ans.

Prix tout compris ferme et définitif DÈS VOTRE RÉSERVATION

LILLE : 38, rue de l'Hôpital-Militaire Tél. (20) 54.48.35
ARRAS : 11, rue du Mal de-Lattre-de-Tassigny Tél. (21) 21.26.09
VALENCIENNES : 2, av. Sénateur-Girard Tél. (27) 30.02.19



DUNKERQUE : 48, rue de Soubise Tél. (28) 66.36.80
BOULOGNE : 11, rue Saint-Louis Tél. (21) 30.62.31
AMIENS : 17, rue de Noyon Tél. (22) 91.23.38
LENS : 6, rue Kléber Tél. (21) 28.29.69
DOUAI : 208, place du Barlet Tél. (27) 88.75.86

Un constructeur solide

VIE QUOTIDIENNE

Oh, les beaux jours!

La population de Toulouse s'est donné un lieu où il fait bon vivre

De notre envoyé spécial à Toulouse.

ÉTALAGES de poteries, de broderies, peintures sur pierres, tournois de pétanque et de volley, pique-nique au bord de l'eau, et, pour terminer la journée, un bal animé par deux groupes occitans. Le port de la Daurade a résonné samedi des flonflons de la septième fête des Berges, de la Garonne à Toulouse. Un succès pour les organisateurs du Comité de défense des berges de la Garonne (CDBG).

Jean-Jacques Fournié, président du comité, explique la démarche des défenseurs des berges. Nous sommes au milieu du stand d'informations qu'il tient durant la fête afin de populariser l'action du CDBG. Près de nous, un cercle de spectateurs. Deux clowns font rire petits et grands.

« *Le comité*, dit-il, *s'est créé après l'annonce d'un projet d'autoroute sur les berges de la Garonne, d'une longueur de trois kilomètres en plein centre ville. C'était en juin 1974.* » Certains ont alors reproché au comité de monter l'affaire en épingle, alors que rien n'était fait. « *Et pourtant, il ne s'agit pas d'un projet en l'air*, poursuit Jean-Jacques Fournié. *Deux documents prouvent la réalité de ce que nous avançons : une maquette de la Direction départementale de l'équipement, qui a coûté dix millions de centimes, et un numéro du bulletin municipal annonçant la mise en place du projet.* »

Devant ces menaces, le comité a décidé d'agir. « *Une campagne de pétitions réunissant huit mille signatures, l'organisation d'une fête annuelle, des distributions de tracts aux touristes durant l'été, ont été le point de départ de notre mouvement* », souligne Jean-Jacques Fournié. Cette action de sensibilisation a porté ses fruits. En juin 1976, le projet était réduit à un route à deux voies avec un aménagement paysager au milieu.

En octobre 1977, le conseil municipal votait un texte selon lequel « *aucune action d'ensemble pour créer une circulation automobile sur les berges de la Garonne ne sera entreprise en cours de ce mandat* ». Ce recul de la municipalité du giscardien Pierre Baudis n'a pas fait diminuer la vigilance du comité de défense. « *Nous ne sommes pas rassurés pour autant*, poursuit Jean-Jacques Fournié. *La circulation à Toulouse pose des problèmes considérables. Les embouteillages sont énormes, les trente tonnes traversent la ville. Il faudra bien écarter ces problèmes du centre ville, et nous craignons que cela ne se fasse ici, car c'est un domaine public. Il n'y aurait donc pas d'expropriations.* »

Le comité refuse que la place du port de la Daurade devienne un parking à étages avec un jardin au-dessus. Il souhaite que cet endroit devienne un lieu de promenades. Il a d'ailleurs commencé une action dans ce sens. Les membres du comité ont disposé des bornes et des chaînes afin d'interdire l'accès des berges aux automobiles. Des bancs ont été placés, la mairie elle-même en a livrés (des « OVNI », dit savoureusement Jean-Jacques Fournié).

« *On a réussi à attirer les gens vers les berges* » souligne Michel Corre, membre du comité. Voilà un bien joli résultat. Déjà les Toulousains viennent nombreux profiter de la tranquillité des lieux. Puissent-ils le faire définitivement.

Félix CHIOCCA

AVORTEMENT

La filière anglaise a repris

« *NOUS viendrons même les chercher à Folkestone, si le voyage leur paraît trop compliqué...* »

Ainsi s'exprime le directeur d'une clinique anglaise, parlant des jeunes femmes qui vont avorter à Londres, via la France.

« *Nous baissons les tarifs de l'intervention* », propose le responsable d'un autre établissement britannique, également spécialisé dans l'avortement des étrangères.

C'est, depuis quelques jours, la surenchère sans frein, outre-Manche, pour attirer Maghrébines, Espagnoles et Françaises qui, bénéficiant du libéralisme de la loi anglaise, vont interrompre là-bas des grossesses allant jusqu'à vingt-quatre semaines.

Le Mouvement français pour le planning familial (MFPF) avait dénoncé, voici quelques mois, l'augmentation inquiétante du nombre de voyages en Angleterre, mettant ainsi en évidence la mauvaise application de la loi française et ses insuffisances.

Il existe en effet un véritable « marché » de l'avortement et quelques cliniques anglaises sont prêtes à tout pour exploiter ce filon. Certaines vont même jusqu'à tromper la vigilance du ministère britannique de la Santé qui veille, en principe, à ce qu'aucun racolage n'ait lieu dans les pays voisins.

Ainsi, en France, certaines filières se mettent en place. Une assistante sociale de la banlieue parisienne a reçu, ces jours derniers, une femme sans argent à qui un mystérieux médecin proposait un « tout-compris » (IVG, voyage, séjour) pour environ 2 000 francs. Départ en car de Seine-Saint-Denis et traversée en bateau.

Qui touche les pots-de-vin dans cette superbe organisation ? Et combien sont-elles, mal organisées et mal informées, à se prêter à ce trafic ?

Pour que cessent de tels abus, il est temps de mettre en place dans les hôpitaux de vraies structures d'accueil, répondant dans les plus brefs délais aux demandes d'IVG. Plus important encore, le développement massif de l'information sur la contraception — comme le propose d'ailleurs le président élu — permettrait de réduire le recours à l'avortement.

C. C.

VITE DIT... VITE FAIT...

La justice au banc

Le Syndicat des avocats de France (SAF) demande que le prochain gouvernement prenne, dans le domaine de la justice, « des mesures urgentes, significatives du changement à venir ».

Ces mesures devraient être notamment, selon le SAF : une limitation maximale de la procédure de saisine directe ; le respect des textes en matière de détention provisoire ; l'amélioration des conditions de détention et la suppression des quartiers de haute sécurité ; la suspension des expulsions d'étrangers et la régularisation de la situation des « sans-papiers ».

● La circulation sur la voie ferrée Paris-Lyon est interrompue mardi, dans les deux sens, près de Tonnerre (Yonne), à la suite de la chute sur les rails d'un semi-remorque, dont le conducteur a été tué.

● Me Klaus Croissant, ancien avocat des extrémistes ouest-allemands de la Fraction armée rouge, qui avait été extradé de France vers la RFA le 16 novembre 1977, est attendu prochainement à Paris.

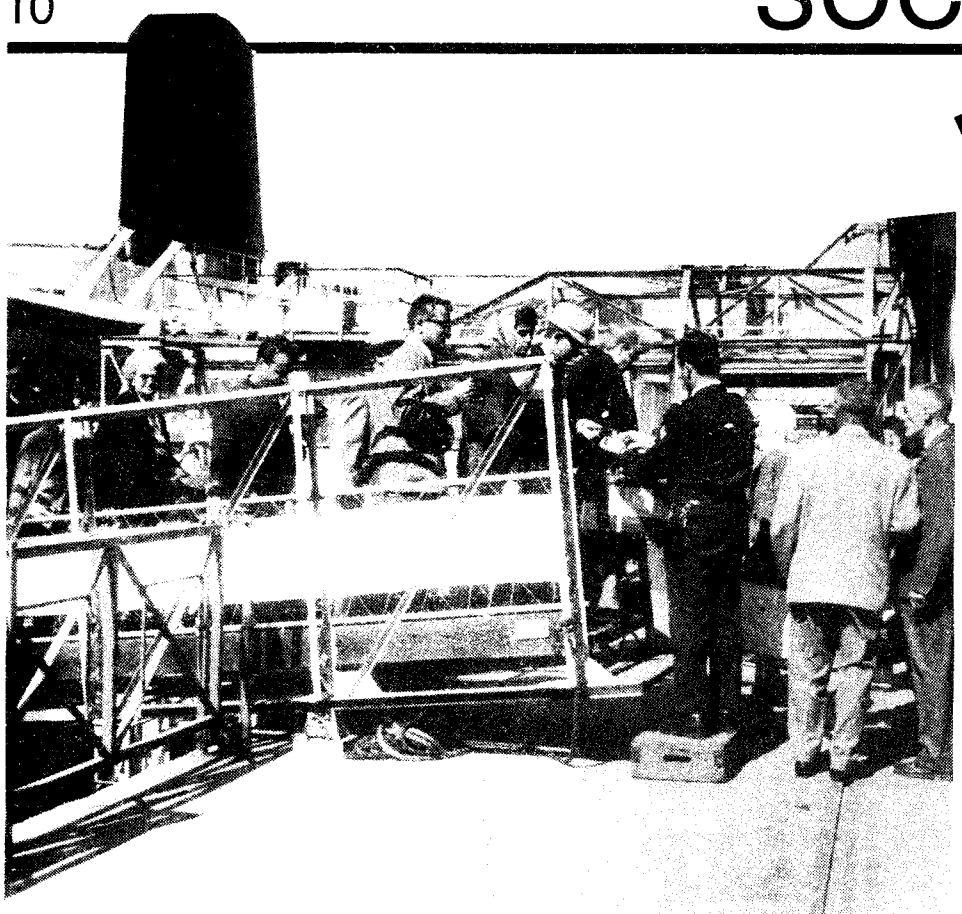
● Trois Nord-Africains ont été écroués mardi soir au Havre pour avoir violé une handicapée mentale de vingt ans. Ils ont été inculpés d'« attentat à la pudeur sur personne particulièrement vulnérable ».

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

- la création
- l'organisation
- la gestion
- le développement de leurs réseaux de transports de voyageurs

156, rue de l'Université 75326 PARIS Cedex 07 - Tél : 550.32.04



DOSSIER IMMIGRÉS



France,

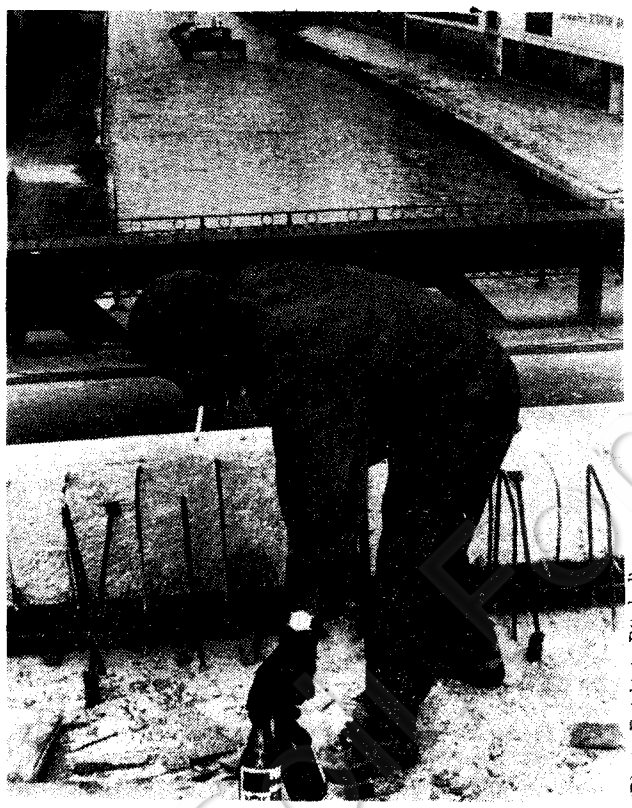
Entre l'angoisse de l'expulsion

En 1981, la France compte un peu plus de 4 millions d'immigrés. Ils font souvent partie des classes les plus défavorisées économiquement et, avec l'aggravation de la crise, cela ne va pas sans poser un certain nombre de problèmes : au cours des dernier mois, le nombre des expulsions s'est considérablement accru, jusqu'à atteindre des chiffres inégalés.

Après la suspension de l'immigration décidée par le gouvernement en 1974, le même gouvernement a pris en 1977 certaines mesures tendant à freiner le regroupement familial des immigrés, interdire toute régularisation de situation et inciter les immigrés à rentrer dans leur pays d'origine. Il était normal que, dans ces conditions, la population se sente de plus en plus menacée dans un de ses droits fondamentaux : celui de vivre en France.

Condamnés aux emplois précaires, à la merci de décisions administratives souveraines, les travailleurs immigrés n'ont eu longtemps que le droit de se taire et d'accepter les travaux les plus pénibles. Mais le mécontentement ne cessait de croître. D'autant plus que les journaux ne se faisaient pas volontiers l'écho des luttes engagées par une partie de la population maintenue volontairement à l'écart du reste du pays. Les travailleurs immigrés avaient du mal à se faire entendre. Or, depuis le début de l'année, un certain nombre d'affaires ont éclaté dans la presse nationale. Après le scandale des foyers d'immigrés de Saint-Maur et de Vitry, dans la région parisienne, il y a eu les expulsions de résidents à Orléans

Deuxième génération, première urgence



(Photo Frédéric Pitchal)

ILS sont un peu plus de quatre millions à vivre chez nous. Certains sont ici depuis quelques années seulement, d'autres vivent parmi nous depuis un peu plus longtemps. Certains sont nés dans notre pays mais n'ont pas la nationalité française. D'autres sont nés à l'étranger et se retrouvent naturalisés (quand ils sont nés par exemple en Algérie au moment où elle était considérée comme française).

Au début, ils venaient seuls. Une loi a permis aux familles de se regrouper, et maintenant la proportion de familles immigrées est de plus en plus grande. Mais leur situation n'a pas gagné en clarté. C'est ainsi que les immigrés de la deuxième génération (ceux qui sont nés en France ou qui y ont passé plus de la moitié de leur vie) ne sont pas plus favorisés que leurs aînés : ils vivent sous la menace d'une expulsion arbitraire qui les contraindra à vivre dans un pays qu'ils ne connaissent pas et dont ils ignorent parfois la langue.

Pour Jean Le Garrec, membre du bureau exécutif du PS et délégué aux immigrés, la question n'est pas simple : « *Plus l'immigration est ancienne, plus la réinsertion est difficile. Pour les enfants de la deuxième génération, ceux qui sont nés sur notre territoire ou qui y sont venus très jeunes, le retour ne peut être une réponse que très minoritaire. Ces dix dernières années, la structure sociale de la population immigrée s'est très profondément transformée. Le gouvernement giscardien n'a pu interdire le regroupement familial, bien que le flux soit moins important depuis trois ans.*

Même si le nombre des travailleurs isolés reste important, nous devons, dès maintenant, ne plus parler seulement de travailleurs immigrés mais de familles ayant un lien avec l'immigration. La famille immigrée s'enracine, se sédentarise, et nous devons comprendre qu'il s'agit d'un facteur de richesse et de dynamisme pour notre pays. »

Cette prise de conscience n'est en tout cas pas le fait des différents gouvernements de la Ve République qui, au cours des années 60 et au début des années 70, ont pratiqué une politique de l'immigration propre aux pays impérialistes. Ils ont favorisé l'immigration pour permettre aux industriels de disposer d'un volant de main-d'œuvre suffisant pour peser sur les salaires. Avec les immigrés, les entreprises disposaient d'une réserve importante de travailleurs disciplinés, prêts à travailler dur pour des salaires dérisoires, sensibles au chantage et sourds aux appels des syndicats.

A partir de 1974, avec le début de la crise économique, le gouvernement a commencé à changer d'attitude avec les immigrés en mettant en pratique une politique « d'inversion des flux migratoires » : refoulements, expulsions du territoire et contrôles sélectifs se sont multipliés. Il y eut ensuite l'aide au retour (juin 1977), les mesures Stoleru (septembre-novembre 1977), le décret sur la détention des étrangers en voie d'expulsion (octobre 1977). En 1979, les expulsions de foyers de travailleurs immigrés se multiplient et, en décembre de la même année, des mesures sont prises pour limiter l'entrée des étudiants étrangers. En juin 1980, la circulaire Stoleru renforce les dispositions de la loi Bonnet : les immigrés sont traqués et expulsés quand ils se trouvent en situation irrégulière. →



« Les immigrés de la seconde génération vivent sous la menace d'une expulsion arbitraire »

Qui sont-ils?

ILS sont un peu plus de 4 millions (soit 7,5 % pour une population de 53 millions d'habitants), dont 1,6 million de femmes et 1,4 million de jeunes de moins de vingt-quatre ans. Mais leur « poids » économique reste très important : ce sont eux qui font un appartement sur deux, une voiture sur deux et 90 kilomètres d'autoroute sur 100. Est-il nécessaire de préciser que 87 % des travailleurs immigrés sont des ouvriers ?

Ce sont les Portugais qui sont les plus nombreux : 880 000 (21 %), suivis par les Algériens (830 000), les Italiens (530 000), les Espagnols (500 000), les Marocains (380 000), les Tunisiens (180 000) et les Turcs (80 000).

Leur répartition sur le territoire est très inégale. La grande majorité se retrouve en Ile-de-France (1,5 million). Viennent ensuite la région Rhône-Alpes (550 000), la région Provence - Côte d'Azur (400 000), le Nord-Pas-de-Calais (220 000), la Lorraine (210 000) le Languedoc-Roussillon (160 000), le Midi-Pyrénées (140 000), l'Aquitaine (130 000), le Centre (120 000) et l'Alsace (120 000).



terre d'asile?

et l'espoir de l'intégration,

par Pierre POIX

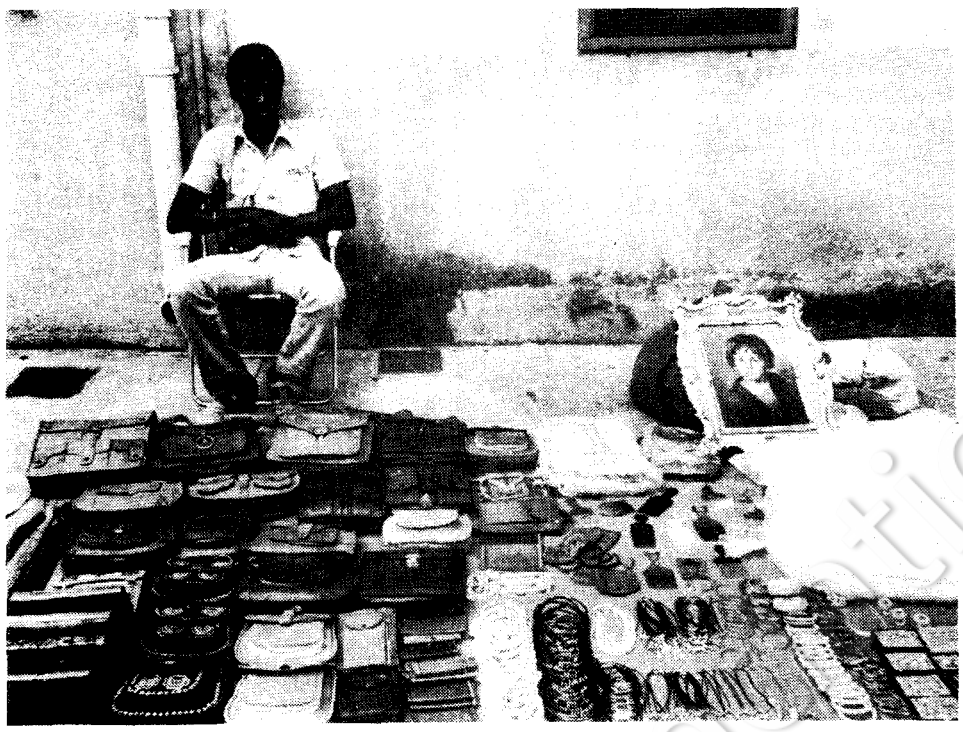
et à Lyon, sans compter un certain nombre de faits divers qui se sont produits récemment dans des régions à fort pourcentage d'immigrés.

• A LYON, le 2 avril dernier, le père Christian Delorme, le pasteur Jean Costil et un jeune immigré ont entamé une grève de la faim pour protester contre les expulsions. Cette grève a été interrompue le 30 avril après la publication, par le ministère de l'Intérieur, d'une circulaire annonçant la création d'un groupe de travail et la suspension des expulsions pendant trois mois.

• A ORLEANS, une grève de la faim a été observée pendant plusieurs jours par des responsables du comité Solidarité immigrés pour demander le rapatriement d'un Marocain expulsé arbitrairement et pour protester contre l'expulsion prévue de 41 travailleurs immigrés.

• A MASSY-PALAISEAU, dans l'Essonne, 21 Tunisiens en situation irrégulière ont utilisé l'arme de la grève de la faim pendant trois semaines. Ils l'ont interrompue le 12 mai, après avoir reçu, des mains du préfet, des titres de séjour provisoires.

Après quatre ans de lutte larvée, le gouvernement giscardien s'est finalement avoué vaincu. Juste avant de perdre définitivement le pouvoir. Les socialistes se sont engagés à proposer à l'Assemblée nationale des lois enfin humaines et justes. D'ici là, le nouveau gouvernement se préparera à prendre un certain nombre de mesures conservatoires destinées à protéger les droits de tous les travailleurs immigrés en France.



Au fur et à mesure que la crise se développe, le racisme se renforce au sein de la population. Les immigrés sont accusés d'être la cause de tous les maux dont souffre notre économie et deviennent les véritables boucs émissaires du gouvernement. Les agressions racistes se multiplient dans les grandes villes.

Certains sociologues évoquent la notion de « seuil de tolérance » : pourcentage de la population totale au-delà duquel la population immigrée serait perçue comme étant préjudiciable au développement harmonieux des différentes communautés. Le Garrec est catégorique :

« Le Parti socialiste refuse de se référer à une notion qui se veut « scientifique », mais qui n'est que le rejet de l'autre. En elle-même, déjà, la notion de seuil de tolérance est très inquiétante, car elle évoque les gêneurs que l'on ne peut supporter qu'à faibles doses, plutôt que des hommes et des femmes à égalité de droits et de devoirs avec la population française.

» En outre, elle occulte les vrais problèmes en ce sens qu'elle polarise l'attention sur des quotas dont tout dépendrait, au détriment d'autres facteurs plus déterminants et dont l'analyse est susceptible de solidariser l'ensemble des travailleurs contre les vrais responsables de cette situation. Par exemple, la lutte pour un droit réel au logement : c'est parce qu'il y a ségrégation dans l'habitat entre couches sociales qu'il y a ségrégation au niveau de l'habitat des immigrés et que ceux-ci résident principalement dans les cités ouvrières. D'autre part, nous ne voyons pas en quoi nus pourrions nous opposer au fait que des modes de vie collective s'organisent entre des gens qui se ressemblent, qui ont la même culture, la mêm origine. »

Véronique de Rudder, sociologue attachée au Centre national de la recherche scientifique, nie toute espèce de réalité à ce prétendu seuil de tolérance :

« S'il existe un seuil de tolérance, il n'a, à la limite, rien à voir avec l'importance de la population étrangère. Il n'y a pas de relation statistique rigoureuse entre attitudes et pourcentage d'étrangers. Quant aux comportements, aucune recherche n'a jamais été entreprise. Il ne faut pas oublier que le racisme « petit blanc », fort étudié aux Etats-Unis, provient moins du nombre des étrangers que de l'altération de l'image que les habitants autochtones se font et veulent donner d'eux-mêmes. Si on les loge avec des immigrés, c'est qu'on les y assimile. Ils se sentent ainsi ravalés au même rang social qu'eux, ou en passe de l'être. Le rejet est une réponse à la dévalorisation ressentie, et il diffère en intensité selon que l'on cohabite avec un Portugais ou avec un Algérien. L'un et l'autre n'occupant pas la même position dans la hiérarchie de l'infériorité sociale, l'effet de dévalorisation n'est pas non plus le même. »



« Le quota est inacceptable dans son principe et rappelle à sa façon l'étoile jaune »

A ceux qui défendaient la notion de seuil de tolérance à ne pas dépasser dans certaines municipalités, Jean Andrieu, le président de la Fédération des conseils de parents d'élèves, a répondu récemment dans une interview accordée au *Matin* : *« L'existence d'une importante population immigrée ne manque pas de faire problème, tant la collectivité d'accueil se trouve soudain comme agressée par une diversité qui la dérange, une culture qui lui est étrangère et des comportements qu'elle est plus empressée à condamner qu'à analyser et à comprendre. Surgissent alors la réponse de l'invective, de l'exclusion, et la stratégie du rejet et du quota. Dans l'école, ce n'est pas l'insertion des enfants immigrés qui est perturbante, ce sont les mauvaises conditions de cette insertion qui nourrissent et exacerbent bien des préventions. En tout état de cause, le quota est à rejeter : il est inacceptable dans son principe et rappelle à sa façon l'étoile jaune que, il n'y a pas si longtemps, on imposa à d'autres dans ce pays. Quant au fameux seuil de tolérance, il nous renvoie tous à nos propres intolérances. »*

Pour tous les travailleurs immigrés, la victoire de François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle apporte un espoir formidable. Mieux qu'un sursis de quelques mois, c'est pour eux la quasi-certitude d'obtenir prochainement un statut digne de la tradition d'hospitalité de notre pays.

Après les mesures conservatoires que le nouveau gouvernement sera amené à prendre rapidement pour mettre un point d'arrêt aux expulsions abusives et éviter une dégradation de la situation, de nouvelles lois seront proposées au Parlement afin de mettre en place, le plus rapidement possible, un plan de protection juridique à l'intention des immigrés.

Sans ouvrir à nouveau les frontières à l'immigration, il faudra régulariser rapidement la situation des clandestins et permettre aux immigrés de retourner dans leur pays quand ils le jugeront utile. La loi devra mettre fin à la précarité de leur statut en leur garantissant le respect de leurs droits et de leur dignité. C'est la loi aussi qui leur reconnaîtra le droit à la différence, en leur accordant la possibilité de développer leur culture sur notre territoire et en leur donnant une réelle possibilité de s'insérer dans le corps social sans rien perdre de leur originalité.

Maria, Aïcha et les autres

L'UNIQUE pièce est plutôt sombre, les murs aussi d'ailleurs. Peu de meubles, mais une odeur d'humidité qui se mêle à celle de la menthe fraîche qu'Aïcha vient de rapporter du marché. Tunisienne d'origine, Aïcha a vingt-deux ans. Signe particulier : elle continue à porter le voile malgré son mari et sa mère qui ne sont plus croyants. *« J'ai lu dans les livres que c'est important et je suis pratiquante. Même ici, c'est facile quand on veut... »*

Ici, c'est à Nanterre, où 23 % de la population est composée de Maghrébins, de Portugais et de Yougoslaves. Ils sont si bien « intégrés » que le marché dominical déborde de leurs produits nationaux. Des produits qui font partie de leurs traditions (la morue, le cumin, la menthe...) — celles qu'ils veulent sauvegarder et perpétuer, malgré leur déracinement. Des traditions difficiles à maintenir quand les enfants grandissent et contestent, parce que déchirés entre leur identification aux petits camarades d'école et le respect aux parents.

« Trop de liberté »

« Quand j'aurai des enfants, précise Aïcha, *je retournerai en Tunisie. C'est trop de liberté ici, c'est pas bon pour eux. »* Alors, par peur, par timidité, Aïcha ne sort pas ou très peu. *« Je ne peux pas être comme les femmes françaises, elles ont de la chance d'être libres, mais je suis avant tout tunisienne. »* Forte de cette idendité de femme tunisienne, Aïcha souhaite être acceptée, reconnue telle qu'elle est, avec ses différences, son voile (une femme sur trois garde le costume national) et son statut. Un droit à la différence bien légitime, malgré les ghettos organisés pour les travailleurs étrangers et leurs familles.



« Quand j'aurai des enfants, je retournerai en Tunisie... c'est trop de liberté ici, c'est pas bon pour eux »

Un droit que réclament aussi les femmes immigrées. En l'absence de structures d'intégration souples, en l'absence d'information sur leurs droits, en l'absence du simple respect de leur langue d'origine.

Quatre-vingt-quinze mille femmes portugaises sont actives dans la population, et pourtant Maria ne savait pas qu'il fallait assurer ses effets personnels dans sa loge de gardienne du XVe arrondissement. Et le jour de l'incendie tout a brûlé ! La voilà repartie à zéro ! *« Huit ans de travail pour rien, maintenant le gérant ne veut plus nous reprendre... Je vis chez ma sœur, nous sommes dix dans un deux-pièces, en attendant que l'avocat nous défende... »* Et Maria se remet à chercher dix heures de ménage par jour... C'est trop pour une seule femme, mais pas assez quand il faut élever les enfant, payer la maison au Portugal et retrouver un logement...

Parce que les femmes immigrées ne veulent pas de l'égalité dans le chômage et la soumission, il est important pour elles de sortir de leur isolement. Parce que ces femmes aspirent à une vie plus juste et plus humaine, il est aussi important pour elles d'accéder à la promotion dans leur travail que de voir leurs enfants (et leurs racines culturelles) respectés à l'école ou dans leur quartier.

La libération de ces femmes passe aussi par une bonne information et un véritable respect de leur idendité propre, qu'elles soient maghrébines, portugaises ou asiatiques. Les aider, oui! Les assister pour mieux les marginaliser, non!

Diane MILLER

Cher public

SI le roi Salomon avait eu à juger du cas de ces deux équipes de jeu à XIII qui, dimanche, à Toulouse, ont préféré se mesurer aux poings plutôt que d'appliquer les règles de leur art, si dans sa profonde sagesse le souverain biblique avait été consulté sur cette finale de championnat de France dont la durée n'a pas excédé six minutes, aurait-il décidé autre chose que ce que le comité directeur de la fédération a arrêté, à savoir que ni le XIII Catalan ni Villeneuve ne pourront participer à la prochaine édition de la Coupe de France ? C'est douteux.

Dure loi, loi quand même que celle de la FFJ. Elle prive le public habituel, les supporters des deux équipes, de rencontres colorées, vivantes et animées, mais après tout, depuis qu'ils ont assisté aux ébats frais et joyeux de Toulouse, ils ont eu le temps, et largement encore, de faire leur choix, de retenir des places pour les prochaines réunions de boxe ou de catch, où on leur en donnera plus et mieux, à un prix tout à fait comparable...

Car il faut bien l'avouer, au risque de ne pas plaire, si le spectacle offert par les vingt-six joueurs de cette finale était, au sens littéral, lamentable, que dire de l'attitude du public, prolongeant dans les gradins puis tout autour du stade les obscures mêlées auxquelles il venait d'assister ?

Mettre la violence hors jeu, ce n'est pas seulement l'affaire des entraîneurs, des dirigeants, voire des plus conscients des joueurs. Le mal est trop profond et trouve sa source tout autant dans une organisation sociale — où la compétition, économique d'abord, est sans pitié — que dans l'homme qui, si on n'y prend garde toujours, retourne à la préhistoire d'où il n'est sorti qu'à tâtons. Eduquer, réformer, c'est urgent pour le sport aussi.

Jean WEBER



Bastia, en beauté

En sortant Martigues (5-0), les insulaires relancent l'intérêt de la Coupe de France. Saint-Etienne, Lens et Strasbourg, autres qualifiés pour les demi-finales

CETTE fois-ci, les clubs de deuxième division ne sont pas passés. Pourtant Martigues et Montpellier avaient réalisé le plus dur lors des matches aller. Les Provençaux, en inscrivant trois buts sur leur pelouse face aux Bastiais, semblaient tenir leur qualification avant leur déplacement en Corse. Mais les hommes de Redin, piqués au vif par cette large défaite, ont eu un remarquable sursaut d'orgueil à Furiani. Un score sans appel, 5-0. Le rêve martégal n'aura duré qu'une dizaine de jours.



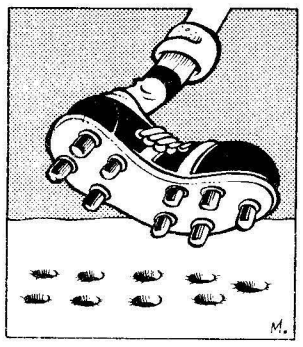
A Bastia, en revanche, cette victoire suscite un élan populaire extraordinaire comme aux plus beaux jours de 1978, où les Corses s'étaient hissés jusqu'en finale de la Coupe de l'UEFA. Bastia vainqueur de la Coupe de France ? Ce n'était pas prévu au programme, mais l'idée à son charme.

La Paillade de Montpellier, l'autre « petit » (encore pour quelques jours seulement), a également échoué au port. Affronter Saint-Etienne ne leur faisait pourtant pas peur. Les Montpelliérains n'avaient-t-ils pas sorti les Verts, l'an dernier au même stade de la compétition ? L'histoire, toutefois ne se répéta pas. Un coup de patte de Michel Platini et le tour était joué. Il ne restait plus aux Stéphanois qu'à préserver le résultat comme ils savent si bien le faire.

Saint-Etienne, sorti du guêpier pailladin, sera le favori de beaucoup, et en particulier des Parisiens. En effet, seule une victoire des hommes de Robert Herbin permettrait au Paris-S.G. de participer à la coupe de l'UEFA l'an prochain.

Lille-Lens, le derby du Nord, n'a pas tenu toutes ses promesses. Battus 3-1 au match aller, les Lillois allaient rapidement, très rapidement, refaire une partie de leur retard. Delemer marquait, en effet, dès la première minute. Toutefois Krimau et ses camarades ne tiraient pas profit de cette aubaine. Ainsi, Lens se retrouve une nouvelle fois dans le dernier carré. Voilà une équipe de coupe qui ne faillit pas à sa réputation.

Strasbourg est le dernier qualifié. Ce n'est pas une surprise après la déroute des Bordelais (5-1) sur la pelouse de la Meinau, lors du match aller. Toutefois, le score de 4-0 reflète bien la méforme actuelle des Girondins. Prendre neuf buts en deux rencontres, pour une des meilleures défenses du championnat, c'est beaucoup. Il est temps que les compétitions se terminent pour Trésor et ses partenaires.



Le tirage au sort des demi-finales aura lieu vendredi. Si une main innocente ne les oppose pas, Bastia et Saint-Etienne pourraient bien se retrouver pour une finale explosive au Parc des Princes.

Philippe BALLAND



Lors d'un récent Bastia-Bordeaux en championnat, Gemmrich (en blanc) tente de passer Cazes. Pour le premier, l'aventure de la coupe est finie, pour l'autre, elle continue et les Corses rêvent de la finale du Parc. (Photo Dominique Faget/AFP)

Un avertissement à l'Europe

AINSI le Brésil vient de réaliser l'exploit stupéfiant de battre en moins de huit jours trois des meilleures formations européennes sur leur propre terrain. Après la victoire de l'Argentine au Mundial 78 les commentateurs européens attribuèrent ce succès à l'avantage que procure le soutien du public, sous-estimant le fait que la sélection de Menotti avait pratiqué le meilleur football.

Quand, à l'occasion du Mundialito, les Sud-Américains manifestent une nette supériorité sur les Européens, ces derniers invoquent une différence de motivation, oubliant que le championnat d'Europe disputé six mois plus tôt avait cruellement souligné leur faiblesse et n'avait sacré en la RFA qu'un médiocre vainqueur. Si le football européen s'obstine à préférer à l'autocritique la politique de l'autruche, il risque fort d'essuyer un nouvel échec en 1982.

Et, cette fois-ci, sans exuse.

Daniel WATRIN

AU SPRINT

• **JEAN-MARIE BALESTRE**, le président de la **FISA**, a tenu mardi, une conférence de presse, qui avait pour sujet les incidents du Grand Prix de Belgique. Il a précisé que la procédure de départ avait été respectée et que l'attitude du mécanicien, David Luckett, avait été tout simplement suicidaire. Toutefois, une enquête va être ouverte. Affaire à suivre...

• **YANNICK NOAH** n'a toujours pas pris de décision concernant sa participation aux Internationaux de France. S'il peut frapper la balle correctement, sa blessure à la cheville l'empêche toujours de se déplacer normalement. Il faudra sans doute attendre vendredi, pour savoir si le numéro un français défendra ses chances sur la terre battue de Roland-Garros.

• **THIERRY TUSLANE** a réalisé une excellente performance, en balayant le Chilien Gildemeister 6-1, 6-3, lors du premier tour des Internationaux d'Italie. Autres résultats : Dibbs (E.-U.), Bats Portes (Fra.) 6-3, 6-1 ; Gullikson (E.-U.) ; Bats Nastase (Roum.) 7-6, 6-4 ; Gottfried (E.-U.) ; Bats Ramirez (Mex.) 4-6, 6-2, 6-2.

• **RICHARD RODRIGUEZ**, champion de France des mi-moyens, dispute jeudi soir, à Copenhague, le titre européen de la catégorie au Danois Joergen Hansen, tenant.

Agé de vingt-sept ans, il n'a pourtant pas un palmarès très étoffé : vingt-quatre combats professionnels depuis ses débuts en 1977, pour dix-sept victoires, un nul et six défaites. Sa progression, lente, a cependant été régulière et l'a amené au titre national, le 8 janvier dernier.

• **L'EQUIPE D'ANGLETERRE** de rugby a remporté la deuxième victoire de sa tournée en Argentine en battant, par 36 à 12, une sélection du nord-est de l'Argentine, mardi soir, à Cordoba.

Les forçats du guidon

A propos de Bordeaux-Paris, un entraîneur nous parle des bagnards de la route

UNE course comme Bordeaux-Paris ne peut s'épanouir pleinement, vu le nombre restreint d'engagements (dix-huit cette année), sans la compétence des entraîneurs (deux par routier) ni l'association totale des coureurs avec ceux-ci.

Laissons donc le côté spectaculaire de la course de samedi pour nous entretenir avec l'un de ces hommes casqués, revêtus du maillot aux couleurs du groupe sportif de leur protégé d'un jour, qui ont enfourché à Poitiers au kilomètre 218, l'un de ces petits engins à deux roues de 75 cc, dotés d'un grand braquet, 76 × 12 (13,90 m), et que l'on nomme derny.

Notre interlocuteur, Enzo Mattioda, entraîneur de Marc Durant, animateur de l'épreuve, a d'autant plus de crédit qu'il a figuré en 1973 au palmarès de Bordeaux-Paris en qualité de coureur.

« Ce fut une heureuse surprise, dit-il. *J'avais déjoué tous les pronostics. Depuis, je souhaitais revenir sur Bordeaux-Paris en qualité d'entraîneur pour faire profiter un jeune coureur de mon expérience.*

» Heureusement, je n'avais pas cessé de rouler avec les cyclotouristes, car avec l'important braquet des Burdin, il faut des jambes en excellent état de fonctionnement pour affronter l'escalade des côtes. Une défaillance, même de l'entraîneur, est si vite arrivée. C'est pourquoi, dans Bordeaux-Paris, le coureur a deux entraîneurs à sa disposition.

» A la prise des coureurs, alors que Durant était en tête de la course avec cinq minutes d'avance sur les autres concurrents, j'ai connu des problèmes. Mon derny se montrait récalcitrant. Il ne voulait pas démarrer. J'ai dû par la suite effectuer une course poursuite de trente kilomètres pour rejoindre Durant. Tout allait bien pour lui. Mais, victime de ses efforts, il a sombré à l'approche de Tours. Il a eu au moins le mérite de tenter quelque chose. C'est de cette façon, en partant de loin, que je m'étais imposé en 1973.

» Le rôle de l'entraîneur, dans une épreuve aussi longue que Bordeaux-Paris, est important. Il doit faire corps avec son coureur à l'entraînement comme en course. Il faut savoir abriter celui-ci, lui éviter des accélérations brutales, au besoin l'inciter à prendre des initiatives tactiques, l'aider au moment de la défaillance, etc. Ça sert dans ces occasions d'avoir été coureur soi-même. Du moins, on peut mieux prévoir les coups, bons ou mauvais.

» J'ai vécu la course de Durant comme ma propre course. Il n'a pas à être déçu de sa contre-performance. Il est jeune et a le temps de mieux préparer son affaire. Je suis d'ailleurs prêt à revenir avec plaisir sur Bordeaux-Paris pour l'aider à réussir. »

Propos recueillis par Jean-Yves MARREC

Le Sentier du Jardinier

Rencontre avec Jean-Pierre Sentier, réalisateur du «Jardinier», présenté dans la section Perspectives du cinéma

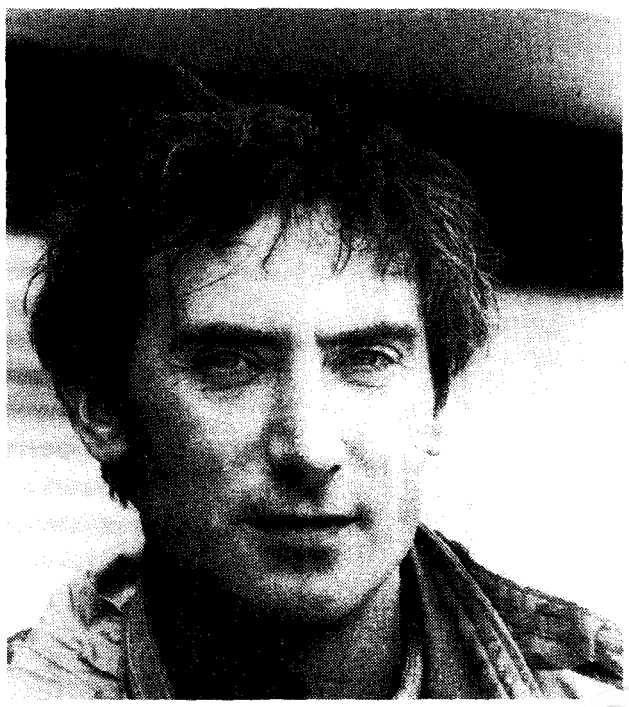
SPECIAL CANNES



De notre envoyée spéciale Colette Milon

« *Depuis que je suis à Cannes, je n'ai vu qu'un seul film, et d'ailleurs en un an et demi je n'en ai pas vu d'autre.* » Ni mégalo, ni parano, mais naturellement anxieux, Jean-Pierre Sentier attend les réactions du public, de la critique et des éventuels acheteurs du *Jardinier,* le premier long métrage qu'il présente dans le cadre de la section « Perspectives du cinéma ». Auparavant auteur d'un moyen métrage intitulé *l'Arrêt au milieu,* c'est l'un de ces innombrables quidams du Festival de Cannes dont la presse ne parle guère.

Après avoir été peintre et avoir abandonné la peinture juste au moment où il commençait à se faire un nom dans les milieux artistiques, Jean-Pierre Sentier s'était mis en tête d'être comédien. Café-théâtre, théâtre, « one man show », télévision (sous la direction notamment, de Serge Moati, avec *le Pain noir et Mont Oriol,* et de Claude Santelli) et cinéma (en second rôle et dernièrement en vedette avec Jean-François Stevenin dans le film de Claude Faraldo *Deux Lions au soleil),* le voilà donc, avec son allure de grand jeune homme lunaire et dégingandé, qui devient réalisateur.



Jean-Pierre Sentier. (Photo Sygma)

Que son film, avant de paraître sur les écrans le 3 juin, soit présenté à Cannes constitue pour lui une aubaine.

« *Je le souhaitais sans trop y croire,* raconte-t-il. *L'idéal, pour moi, c'est que mon film se trouve confronté à d'autres. Et puis, comme en tant que metteur en scène je ne suis pas une star — ni même en tant que comédien —, et comme mes acteurs sont des gens connus, mais pas non plus des vedettes, puisqu'ils sont pour la plupart issus du théâtre (Maurice Bénichou, Michèle Marquais), cela donne un petit coup de projecteur sur mon* Jardinier ».

Son film, Jean-Pierre Sentier a vécu avec pendant cinq ans. Cinq ans à y penser, à l'élaborer, à l'écrire, à rechercher les capitaux nécessaires, à faire des économies, à emprunter de l'argent aux copains, à faire la chasse aux producteurs...

« *J'ai monté une société de production, moi-même, et puis j'ai réalisé mon film. Je considère que j'ai fait œuvre d'homme, et si je ne rentabilise pas, ça m'est complètement égal. Je me moque de ce que ça rapporte. Quand j'ai tourné* l'Arrêt au milieu, *je me disais :* au lieu de m'acheter une voiture, je fais un film. »

Une manière comme une autre de se faire plaisir. Savoir si un film marchera reste toujours hasardeux. Ce qui est certain, c'est que *le Jardinier* surprendra. Dans sa forme et dans le ton : pas de dialogue, juste quelques ordres ou jurons.

« *Ce n'est pas que mes personnages soient muets,* explique Sentier, *mais, tout simplement qu'ils n'ont rien à dire.* » De l'image, des gags visuels, de la précision des gestes, et des surprises à chaque plan.

« *J'ai voulu faire du graphisme dynamique. C'est pourquoi on parle, à mon sujet (mon producteur, surtout, qui espère que cela fera vendre), de Tati, de Keaton et de Chaplin. C'est bien sûr très flatteur. Si je devais avoir une référence, ce serait sans doute Buster Keaton. Je ne vois rien de plus beau que son humour, que sa façon de faire survenir l'inattendu. Je pense que j'ai travaillé dans ce sens-là... Ce que je crois surtout, c'est que* le Jardinier *renoue avec le cinématographe... Maintenant, et depuis quelques jours seulement, j'ai envie de faire un autre film. Si je dois faire œuvre personnelle, il faudra bien compter deux ans avant que je m'y remette. Je me sens totalement vidé. Mais, entre-temps, il n'est pas dit que je ne me lance pas dans une adaptation. Je pense à un roman que l'on a essayé dix ou quinze fois sans succès de porter à l'écran... »*

Y réussira-t-il mieux que ses prédécesseurs ? C'est aussi la réponse à cette question qu'il est venu chercher au festival, perdu dans la foule anonyme de Cannes.

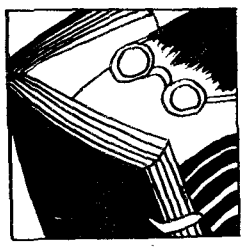


Les continents de Giacobazzi

L'EXPOSITION des dernières peintures de Jean-Pierre Giacobazzi, mise en espace par Jean-Luc Alziary, se tiendra dans la salle des fêtes de l'hôtel de ville de la Seyne-sur-Mer (Var) du mercredi 27 mai au dimanche 5 juillet. « *Il est évident que le propos figuratif de cet artiste italo-français constitue un fait d'une densité artistique remarquable, à cause de l'extraordinaire possibilité qu'il a de dévoiler des continents imaginatifs nouveaux et inhabituels* », a écrit le critique d'art Enzo di Martino en novembre 1980.

Et si les faits n'existaient pas?

«Construire l'événement», par Eliseo Veron



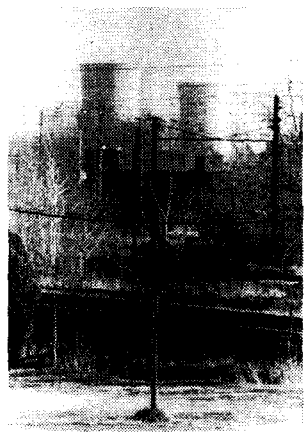
LE 28 mars 1979, une vanne du deuxième réacteur de la centrale atomique de Three Mile Island s'est bloquée, empêchant ainsi le refroidissement du « cœur » de la centrale. S'ajoutant à la défaillance technique, l'erreur d'un opérateur faillit faire dégénérer l'incident en une véritable catastrophe.

Tous les services de sécurité des Etats-Unis ont été mis en état d'alerte et, par crainte de la radioactivité, l'on a même envisagé la possibilité d'évacuer la population avoisinant la centrale — soit près d'un million de personnes.

Tel est, succintement rappelé, l'accident qu'Eliseo Veron a choisi comme objet de son étude afin de démontrer, coupures de presse en main, que ce que l'on appelle, faute de mieux, des « événements » n'existe que dans l'exacte mesure où les médias le façonnent.

Se dotant, pour étayer sa thèse, d'une importante documentation, l'auteur nous montre que l'événement n'est pas « déjà là », tout constitué, dans le réel, qu'il ne préexiste pas au travail d'information des grands médias, mais est bel et bien l'objet d'une *construction,* et n'a par conséquent de consistance — ou d'importance — que dans la mesure où les médias en question lui en concèdent.

Disons-le d'emblée, le projet d'Eliseo Veron a tout pour séduire. La minutie avec laquelle l'accident de Three Mile Island est reconstitué au fur et à mesure que les dépêches tombent sur les téléscripteurs de l'AFP est fascinante, et la manière dont réalité et fiction s'entremêlent est stupéfiante.



La centrale nucléaire de Three Mile Island. (Photo Sygma)

Exemplaire est aussi l'analyse où l'auteur montre comment chaque média s'est emparé du fait, l'a réécrit et réinterprété en fonction de son idéologie propre.

De ce point de vue, pourtant, le travail d'Eliseo Veron tourne un peu à l'exercice universitaire. Plus que de disséquer, du haut d'une chaire, l'idéologie de tel journal ou de telle chaîne de radio, n'aurait-il pas été autrement intéressant de mesurer l'écart qui existe entre la description purement technique de l'accident (publiée en appendice) et les diverses *représentations* qu'en ont fournies les organes d'information ?

Olivier BIÉGELMANN

• *Editions de Minuit.*

CHEZ VOUS CHEZ NOUS

Annecy. Théâtre : *Martin Krpan.* Spectacle présenté par la troupe yougoslave Slovensko Mladinsko Gledalicee. Théâtre, à 18 h 30 le 21 mai, et à 14 h 15 le 22 mai.

Fontenay-le-Comte. Théâtre : *Oncle Vania,* de Tchekhov, présenté par le théâtre du Bout du monde, dans une mise en scène de Robert Angebaud. Théâtre municipal, à 21 heures. Le 21 mai.

Le Havre. Théâtre : *l'Eveil du printemps,* de Frank Wedekind, présenté par le théâtre de l'Arbalète, dans le cadre du Mai de la création. Maison de la culture. Les 21 et 22 mai.

Nancy. Théâtre : *la Tempête,* de Shakespeare, mis en scène par François Marthouret. Grand-Théâtre. Les 22 et 23 mai.

Firminy. Exposition : *Bourgeois,* photographe de l'immigration franco-canadienne en Nouvelle-Angleterre. Maison de la culture Le Corbusier. Jusqu'au 28 mai.

Hayange. Chanson : *Francophonia 81,* premier festival de chansons populaires francophones. Comité des fêtes. Jusqu'au 28 mai.

La Rochelle. Jazz : *Mike Westbrook braas band.* Maison des jeunes, à 21 heures. Le 21 mai.

Aix-en-Provence. Musique : *Concert d'orgue,* avec Jean Guillou, présenté dans le cadre de l'Année internationale des handicapés. Maison de la culture. Les 21 et 22 mai.

Bordeaux. Festival du mai musical : *Récital,* avec Katia Riciarelli et Lucia Valentini-Terrani. Au programme : Gluck, Rossini, Bellini, Vivaldi. Grand-Théâtre, à 21 heures. Le 21 mai.

PHILIPPE BRACHET
ENTREPRISES NATIONALISÉES ET SOCIALISME
Préface
LAURENT FABIUS
Conseiller de F. Mitterrand
CE LIVRE PRÉCISE A QUELLES CONDITIONS LE SECTEUR PUBLIC ÉLARGI SERA UN INSTRUMENT ESSENTIEL DE LA RÉALISATION DU SOCIALISME
CERF



Musique pour élargir l'univers

DANS une précédente chronique, je me suis contenté de signaler l'existence d'un disque sur lequel j'aimerais revenir aujourd'hui plus en détail. Il s'agit de *Here's That Raney Day* (Ahead/WEA 44756), magistral et délicat recueil enregistré l'été dernier par le guitariste Jimmy Raney à l'occasion de la Grande Parade du Jazz de Nice.

Ce microsillon vaut en effet par les improvisations du soliste mais aussi par les interventions de ceux qui l'accompagnent et qui, tous, sont excellents. Ainsi, les qualités d'Hank Jones (qui est presque devenu le pianiste maison de la société Black and Blue, créatrice de la série Ahead) ne sont plus à vanter.

Pierre Michelot, que les revues françaises surnommaient il y a vingt ans « notre sommet de la basse », est admirable d'intelligence, de solidité, de justesse et de mise en place. Quant au batteur Jimmy Cobb, qui fut longtemps l'un des compagnons de Miles Davis, il y a belle lurette qu'aucune situation ne le prend plus au dépourvu, ce qui fait qu'il ne se croit plus obligé de donner des preuves de son talent et se contente d'être parfait.

Depuis son retour sur le devant de la scène, Jimmy Raney, à ma connaissance, n'a signé que de beaux albums. Ce n'est certes pas celui-ci qui fera exception. Comme l'écrit Alain Antonietto, dont les textes ajoutent à l'intérêt de la collection : il est de ceux qui, constamment préoccupés « *d'élargir leur univers poétique* », nous disposent « *à l'enchantement* ». Il faudrait être bien ingrat pour ne pas lui en savoir gré.

Dans sa série de « classiques », Contemporary (distribué en France par DAM) réédite judicieusement une très fraîche et très sympathique séance réalisée en 1958, à Los Angeles, par deux vétérans : le saxophoniste-trompettiste-arrangeur Benny Carter (grand maître de l'alto avec Johnny Hodges, au cours de la période qui précéda le be-bop) et le pianiste Earl Hines, fondateur d'une lignée qui, via Teddy Wilson et Nat King Cole, mena jusqu'à Bud Powell et au-delà.

Etrangement, ces deux figures légendaires n'avaient jamais eu l'occasion d'enregistrer ensemble auparavant. Elles le font ici de manière tout à fait impromptue, en utilisant le tremplin de mélodies « standard » et qui, toutes, remontent aux années 20, d'où le titre de l'album : *Swingin' the '20s* (S7561).

Deux illustres représentants du jazz West Coat — Leroy Vinnegar et Shelly Manne — les accompagnent, sans que jamais on ait l'impression d'un hiatus entre les styles, ce qui montre et l'intelligence musicale de cette rythmique, et la modernité latente des solistes.

Alain GERBER





(Photo Sygma)

L'éblouissement

Le cirque de Pékin

Ni ours, ni monstre, ni cavalerie. Ni lion, ni tigre, ni dompteur à moustaches. Le cirque de Pékin n'est pas un cirque comme les autres. D'ailleurs, il ne possède pas de chapiteau.

Cependant, s'il ne présente aucun numéro d'animaux, ne vous plaignez point. Car il offre en échange une occasion unique : celle de découvrir la fine fleur des quelque 50 000 acrobates qui parcourent actuellement les routes de Chine. Regroupés à l'occasion de cette tournée exceptionnelle, ils proposent un florilège de numéros éblouissants, sortis tout droit de deux mille ans de tradition.

Des sauts et plongeons s'entrecroisant au-dessus d'immenses drapeaux (symboles de l'eau et du feu), à ceux de « l'hirondelle qui effleure l'eau », composés de passages à travers des cerceaux; des jongleries avec des vases et des jarres, renvoyés de l'un à l'autre uniquement avec la tête, aux pirouettes sur échasses; des équilibres à six ou sept sur des chaises délicatement superposées aux pyramides à douze sur un vélo, ils nous transportent avec ferveur au pays des plus merveilleux prodiges.

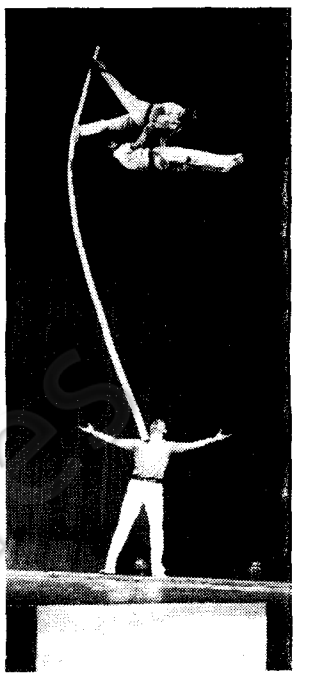
Brisant les lois les plus élémentaires de la nature, ils bouleversent les raisons de l'équilibre. La pesanteur elle-même s'évanouit. Témoin ces deux gymnastes suspendus horizontalement à une perche en équilibre sur l'épaule d'un troisième, flottant librement dans l'espace.

Témoin aussi ce ballet multicolore des « étoiles filantes » surgies de l'obscurité à l'aide de manipulations et de bols remplis d'un liquide phosphorescent.

Nulle gravité, nul hiératisme ne les contraint. Au contraire même. La précision du geste n'est que grâce exquise, et l'humour bon enfant jaillit à chaque instant. De la danse des lions à celle des dragons, les soixante artistes du Cirque de Pékin nous convient à une fête : celle des hommes aux corps libres, perdus dans quelque paradis de félicité bienheureuse, à mi-chemin entre ciel et terre.

Didier MEREUZE

• *Palais des Congrès, porte Maillot, Paris, à 20 h 45. Jusqu'au 17 juin. Tournée du 1er au 6 juillet à Lyon ; du 7 au 10 juillet à Dijon.*



(Photo Keystone)



(Photo AP)

THEATRE DE LA VILLE
ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCURE
20 h 30
places 28 F et 48 F
saison de danse
à partir du 27 mai
gigi caciuleanu
Théâtre Chorégraphique de Rennes
peggy lyman
soliste de Martha Graham Dance Company
18 h 30
une heure sans entracte 22 F
du mardi au samedi
du 19 au 23 mai
fantaisies sur des opéras
alain marion
maxence larrieu
flûtes
j. c. pennetier
piano
Bellini - Verdi - Rossini
Donizetti - Bizet
du 26 au 30 mai
canta u populu corsu
chants de Corse d'hier et d'aujourd'hui
location
caisses et tél. 274.11.24

Les Etats-Unis découvrent Rodin

UNE fonte monumentale de *la Porte de l'enfer*, du sculpteur Rodin, commandée par un mécène américain, Gérald Cantor, vient d'être réalisée aux Fonderies de Coubertin, à Saint-Rémy-lès-Chevreuse (Yvelines).

Assurée pour cinq millions de dollars, l'œuvre sera au centre de l'exposition « Rodin Rediscovered », qui s'ouvrira le 28 juin à la National Gallery de Washington pour six mois.

Après l'exposition de Washington, *la Porte de l'enfer* sera présentée dans plusieurs villes américaines, avant de rejoindre l'ensemble de scultpures de Rodin exposées de façon permanente à l'université Stanford, en Californie.

La Porte de l'enfer, commandée à Rodin en 1880, n'a été fondue qu'après sa mort, en 1926.



Venise amoureuse de «l'Italienne» de Picasso

Ruée vers une exposition

LA file d'attente longue de plus de trois cents mètres qui piétine devant la porte du palais Grassi, à Venise, révèle le stupéfiant engouement du public italien pour l'exposition Picasso qui y est présentée jusqu'au mois de juillet.

Rassemblant 332 œuvres empruntées à l'héritage de Marina, la fille de l'artiste, et d'Olga Picasso, cette rétrospective offre évidemment un panorama exceptionnel de la carrière de l'un des maîtres incontestés du XXe siècle.

Des œuvres réalistes de l'enfant prodige qu'il était en 1895, jusqu'aux productions démesurées du vieux solitaire qu'il était devenu en 1973, toutes les périodes de sa création figurent dans la collection.

Une salle entière est ainsi dévolue à sa seule



L'Italienne.

« manie des minotaures », cependant qu'une autre est transformée en plage de sable blanc de Murano pour mieux mettre en valeur ses merveilleux baigneurs en bois, sculptés en 1956.

Parmi des toiles où l'instinct poétique compense les rares lacunes d'un grand talent, qu'éclairent parfois des éclairs de génie, les petites études cubistes, qui préludent aux fameuses *Demoiselles d'Avignon* de 1907, brillent d'un éclat particulier.

Mais tout cela a pu s'admirer ailleurs, autrefois et autrement, depuis la disparition du peintre et les legs controversés de sa fabuleuse succession. En fait, ce qui semble le plus attirer les foules transalpines n'a pas grand-chose à voir avec l'art habituel du peintre. Il s'agit d'un simple portrait au regard tendre et naïf, aux formes rondes et sereines, qui ressemble davantage à une version « kitsch » d'un Raphaël.

Seulement voilà ! cette madone, peinte en 1919, porte le nom prédestiné de *l'Italienne*. Aussi le gouvernement de Rome s'est-il empressé de s'en présenter acquéreur. Mais les trois millions de dollars en hausse auxquels l'estime le marchand genevois Jan Krugier, expert désigné par l'heureuse héritière, pèsent décidément bien lourd une fois convertis en lires fléchissantes.

L'Etat italien paraît d'autant moins capable d'en assumer la charge qu'il a dû recourir au mécénat de la marque d'apéritif Martini et Rossi pour financer l'exposition elle-même.

En attendant, les Vénitiens se consolent en achetant des milliers d'exemplaires de l'affiche qui couvre leurs murs du visage tentateur de la madone. D'un graffiti vengeur, ils y ajoutent parfois la mention « Wanted ». Devront-ils envisager un rapt « à l'italienne » ?

F. M.



Mercredi 20 mai

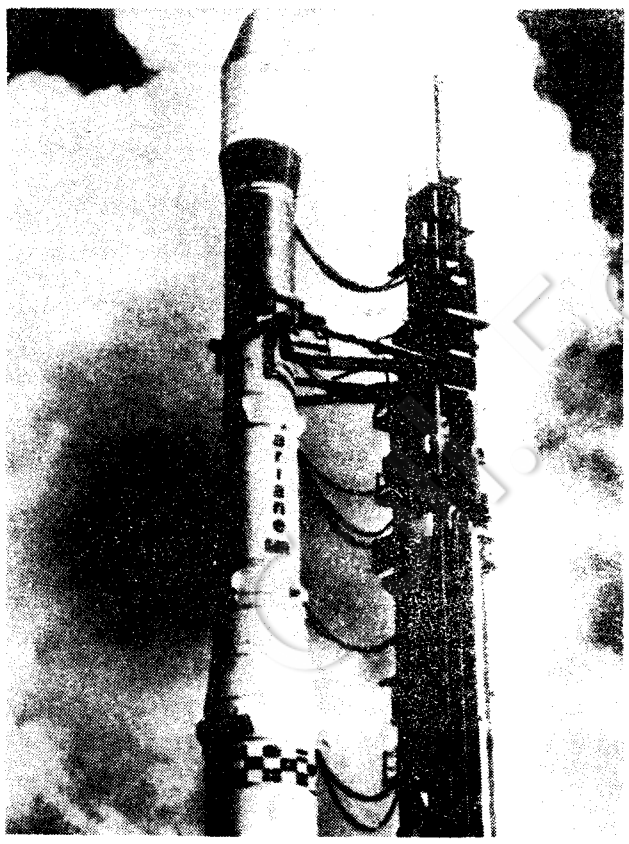
20 h 30 — Point de rencontre.
Réalisation : Michel [illegible] Marie-Christine Barrault, Nicolas Silber.
Un Même Grégoire [illegible] regard, au cours de son émission, aux âmes désespérées. Un soir, il reçoit le coup de téléphone d'une femme qui l'intrigue.

22 h 00 — La rage de lire. Emission de Georges Suffert.

20 h 35 — Collaroshow. Emission de Stéphane Collaro et Jacques Clément.
Thème : nul... nul... [illegible] Alain Gray Cats, Robert Lory et Michel Sardou.

21 h 40 — Objectif demain. Article sur [illegible] la guerre des lanceurs.
Emission scientifique de Jacques Bergier.
Voici venu le temps de l'espace commercial, politique et militaire.

22 h 40 — Zig-Zag. Modigliani sans légende.
Emission de Teri Wehn-Damisch.
Réalisation : Marie-Claire Schaffner.



Ariane contre navette, à « Objectif demain ». Mercredi 20 mai, A2, à 21 h 40.

20 h 30 — C'est dur pour tout le monde.
Film de Christian Gion (1975). Avec Bernard Blier, Francis Perrin, Claude Piéplu, Robert Castel.
L'ambiance de franche camaraderie d'une grande agence de publicité.

Jeudi 21 mai

20 h 35 — Salut champion.
Feuilleton en sept épisodes. Scénario : Denis Lalanne.
Réalisation : Pierre Lary.
Sixième épisode. L'été commence à Roland-Garros.
Vincent et Juliette essaient d'obtenir un reportage exclusif sur un champion de tennis.

21 h 25 — L'événement.
Magazine d'actualité de Jean-Marie Cavada et Michel Thoulouze.
La Dame de fer de Reagan ; Pauvre en France ; La situation en Irlande.

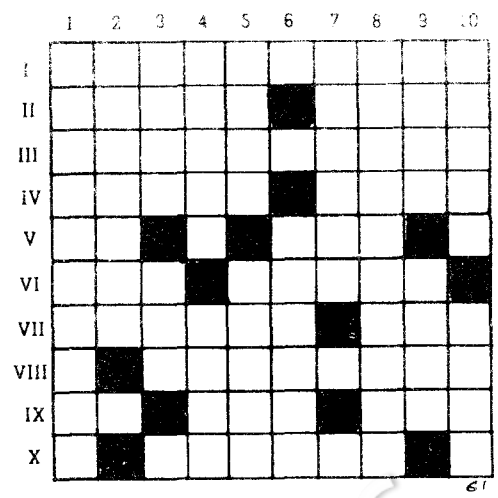
22 h 30 — Pierre Soulages.
Réalisation : Jean-Michel Meurice.
Un film sur le peintre et son œuvre sans aucun commentaire de la part du réalisateur. Au spectateur de jeter son propre regard.

20 h 35 — Jeudi cinéma : Le charme discret de la bourgeoisie.
Film de Luis Bunuel (1972).
Avec Fernando Rey, Paul Frankeur, Delphine Seyrig, Stéphane Audran, Bulle Ogier, Jean-Pierre Cassel, Claude Piéplu, Michel Piccoli.
Des amis se réunissent et vont dîner au restaurant. Dans la salle de l'auberge est exposé le corps du patron mort dans l'après-midi. Un film drôle et angoissant, plein d'obsessions bunuéliennes.
Magazine de l'actualité du cinéma.

20 h 30 — Flic story.
Film de Jacques Deray (1976).
Avec Alain Delon, Jean-Louis Trintignant.
En 1947, Emile Buisson vient de s'échapper de l'hôpital psychiatrique de Villejuif. L'inspecteur Borniche, alias Alain Delon, est chargé de le retrouver.

semitan
Le bus à votre service
110, boulevard Michelet
44072 Nantes cedex - Tél : 74.60.20
INFORMATION 48.78.30

Mots croisés par Lionel



PROBLEME N° 61

HORIZONTALEMENT. — I. Elles ont un rôle de composition et sont à l'affiche. - II. Deuxième chêne, chez Larousse. De la poudre, mais pas aux yeux. - III. Vagabonde. - IV. Tare de famille. Leurs altesses au Gotha. - V. Indéfini. Roue. - VI. Mine de sel. Il suffit ! - VII. Angoisse devant la mort. Pronom désignant des responsables. - VIII. Fait sa loi. - IX. Conjonction. Personnel. Politique étrangère au Quai. - X. Supportent plus ou moins bien les mélanges.

VERTICALEMENT. — 1. Experts en broderie. - 2. L'avion des compagnies d'assurance. - 3. Un don pour le théâtre. Sigle d'un pays d'Europe. - 4. Employé dans la langue. Echappa au corbeau de la fable. - 5. Purge. Matière à alibi. - 6. C'est ennuyeux. - 7. Qui ont leur raison d'être. - 8. Mots d'enfants. - 9. Deuxième suivante de Martine. Un saint qui fait feu. - 10. Cachet. Fait le lézard en couvrant sa compagne.

SOLUTION DU N° 60

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	P	I	C	U	L	T	E	U	R
II	M	A	R	I	N	I	E	R	■	A
III	I	T	A	L	I	E	■	I	O	S
IV	D	A	■	L	O	S	A	N	G	E
V	O	F	F	E	N	S	E	■	R	U
VI	N	I	E	R	■	E	R	R	E	R
VII	N	O	S	■	E	■	E	U	S	■
VIII	A	L	T	I	P	O	R	T	■	F
IX	G	E	O	L	E	S	■	L	O	I
X	E	R	N	E	E	■	L	I	O	N

Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber,** chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand, 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

FÉDÉRATION DU LIVRE MARQUE SYNDICALE

Pour mes idées,
pour que la presse socialiste vive
JE M'ABONNE A
COMBAT SOCIALISTE

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« COMBAT SOCIALISTE », 5 jours
« L'UNITÉ », hebdomadaire, le 6e jour

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

SELECTION RADIO

Mercredi 20 mai

FRANCE-CULTURE

19 h 30 — La science en marche. Faut-il une recherche médicale ?
Avec Philippe Laudat, directeur de l'INSERM.

Jeudi 21 mai

FRANCE-CULTURE

20 h 00 — Kean, d'Alexandre Dumas. Réalisation : Georges Peyrou.
Avec Jean-Claude Drouot et Jean-Pierre Andréani.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 30 — France-Musique à Cahors.
Portrait musical d'une région de la France des troubadours du haut Moyen Age jusqu'à nos jours.

Combat
SOCIALISTE

Jeudi, toute une France en fête

TOUT le peuple de France sera en fête jeudi soir pour célébrer l'entrée en fonction du nouveau président de la République, de son président. Voilà des dizaines d'années qu'il attendait ça : voir le porteur de ses espoirs entrer à l'Elysée, et remonter la plus belle avenue de France jusqu'à l'Arc de Triomphe... L'Orchestre de Paris et cent cinquante choristes pourront alors faire retentir *l'Hymne à la joie* au seuil du Panthéon avant que *la Marseillaise* reprenne son rythme des grandes heures que sut lui donner Hector Berlioz.

La fête éclatera surtout dans le quartier Latin, où on pourra danser à partir de 19 heures jusqu'à la tombée de la nuit, et sans doute bien au-delà, place Maubert, place de la Contrescarpe, à Saint-Germain-des-Prés, au carrefour Saint-Michel. Parmi la vingtaine d'orchestres qui animera la soirée, des groupes brésiliens ou africains voisineront avec les Haricots rouges, le Quarteto Cedron ou Marc Laferrière.

Danse et feux d'artifice

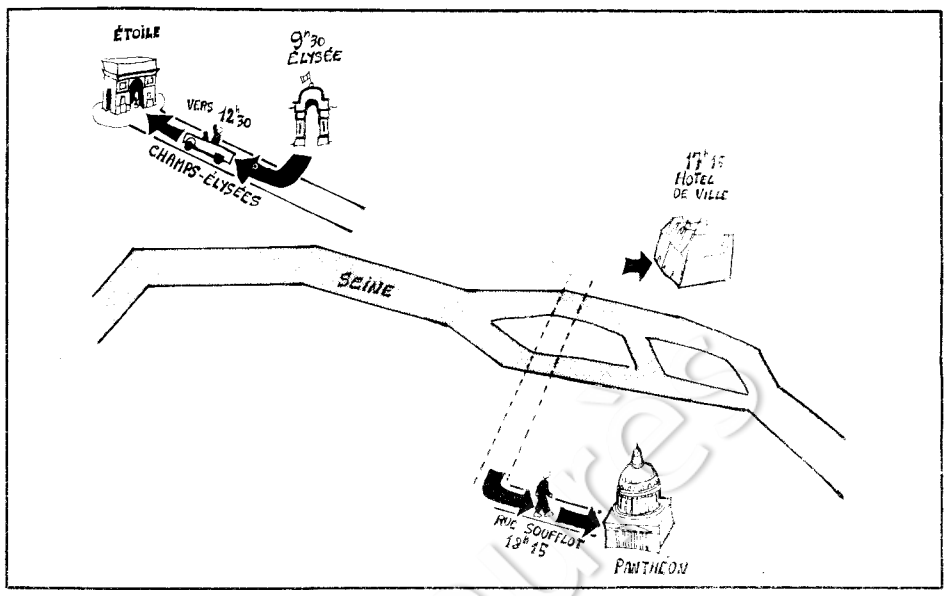
Mais on verra aussi dans différents coins de la capitale sortir des orchestres, des chanteurs, et l'on dansera comme pour fêter la prise d'une Bastille.

Dans toutes les banlieues, on verra la foule aller à la recherche du bal populaire en se guidant sur les flonflons. C'est ainsi qu'on dansera à Massy, dans l'Essonne ; à Trappes, dans les Yvelines ; à Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis. Un feu d'artifice sera tiré à Nanterre, dans les Hauts-de-Seine...

Et comme pour lui répondre du côté de la Normandie, à Caen, un autre feu d'artifice étoilera le ciel. Auparavant, à Hérouville, le public aura pu assister aux cérémonies officielles de Paris, projetées sur grands écrans...

On dansera au Havre, à Dieppe, et dans bien des villages normands...

Rennes prépare une « fête de la joie » avec Kristel Nogues et du rock, au club Léo-Lagrange, mais on verra sans doute aussi sortir un orchestre au cœur de la ville. A Nantes, un bal populaire va attirer la foule, comme à Lorient, à Vannes et à Saint-Brieuc. A Brest, des animations sont prévues dans les différents quartiers, pour aboutir à un rassemblement au centre ville, avec de la danse. A Morlaix, l'hôtel de ville sera décoré et fleuri. Ce sont les cloches des églises qui sonneront à la volée dès dix heures pour donner le ton, et la journée s'achèvera aussi par un bal populaire.



Dans ce tour de France de la joie, l'Ouest, et particulièrement la Bretagne, font preuve d'un élan étonnant.

Devant le buffet à Pau

On dansera au centre de la France, du côté de Saint-Etienne, du côté de Clermont-Ferrand, où des orchestres et des groupes algériens, irlandais et auvergnats se mêleront aux orchestres et joueurs de jazz pour animer chaque quartier avec danses et chansons.

On dansera à Laval, en Mayenne, mais aussi du côté de Marseille, et à Montpellier, sur l'esplanade, et à Pau, où les Béarnais feront venir des groupes folkloriques et se garderont bien d'oublier le traditionnel buffet.

On dansera à Amiens, où les musiques seront de sortie, mais aussi à Belfort, à Albertville et à Chambéry, où un défilé précédera le bal et le feu d'artifice, mais aussi à Grenoble, où, après les animations sur les places, un grand bal sera donné à l'anneau de vitesse...

Les enfants n'auront pas école, les employés municipaux auront souvent congé... De tous les coins de France, on n'entendra peut-être pas les 21 coups de canon tirés au jardin des Tuileries, à Paris, mais partout ce sera comme un hymne à la joie éclaté en notes populaires comme pour célébrer un printemps.

Philippe LERAY

Autour de Mitterrand les amis venus de loin

C'EST à titre privé que François Mitterrand accueillera les nombreuses personnalités étrangères — pour la plupart des amis personnels — qui ont souhaité assister aux cérémonies marquant son entrée en fonction. D'Europe, on prévoit l'arrivée de Wily Brandt, Mario Soares, Olaf Palme, Sean Mac Bride, Lord Noel-Baker, Gunnar Myrdal, Jan Tinbergen, Andreas Papandreou, Melina Mercouri et Mikis Theodorakis.

D'Israël, on attend Elie Wiesel et Shimon Peres.

D'Amérique du Sud, Carlos Fuentes, Garcia Marquez et Julio Cortazar.

D'Afrique, Leopold Sedar Senghor.

Des Etats-Unis, Arthur Miller.

Marchaudon est libre

LE brigadier de police, Marchaudon, a été condamné à cinq ans de prison avec sursis par la cour d'assises des Hauts-de-Seine. Le jury n'a donc pas suivi l'avocat du brigadier, qui avait plaidé la légitime défense et demandé la relaxe pure et simple de son client. Mais il a été sensible aux arguments de l'avocat général, Yves de Verdilhac, qui n'avait pas requis une peine supérieure à cinq ans de prison avec sursis, reprochant simplement au brigadier Marchaudon *« d'avoir tiré sur un homme désarmé, qui s'enfuyait ; d'avoir volontairement tué un homme, qui était déjà neutralisé et n'était plus en état de nuire »*.

Les jurés, qui ont fait grand cas des arguments développés par la défense, n'ont voulu voir dans le brigadier Marchaudon, que le représentant *« d'une des meilleures et des plus fiables polices du monde »*. Ils ont oublié le témoignage accablant de cette ménagère qui, alertée par les coups de feu, a vu le policier tirer dans le dos, à bout portant, sur un homme étendu par terre, inanimé et désarmé.

Dans cette affaire, finalement, Marchaudon est devenu la victime indirecte d'une société violente dans laquelle les petits voyous n'ont plus peur de la police. Il est donc ressorti libre du tribunal, condamné à la même peine que les complices de la victime reconnus coupables de tentative de vol qualifié.

Mustapha Boukhezer est mort. Roger Marchaudon est libre. Il a été condamné à la dégradation restreinte de ses droits civiques et perd l'usage de son port d'armes... pour dix ans.

P. P.

Antisémite condamné

UN militant d'extrême droite, qui avait fondé la section de l'ex-FANE, dans les Alpes-Maritimes, a été condamné à dix-huit mois de prison, dont quinze avec sursis, par le tribunal correctionnel de Nice, pour *« menaces de mort par écrit, provocation à la discrimination raciale, à la haine et à la violence, et détention d'armes de première catégorie »*. Marc Gillet avait été arrêté et inculpé en octobre, ainsi que trois autres personnes, à la suite de l'envoi en juillet 1980, au siège du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) à Paris, d'une lettre de menaces signée de l'ex-FANE.

Casse de Marseille

Des enquêteurs très discrets

LES policiers chargés de l'enquête sur le « casse », commis durant le week-end, dans 232 meubles blindés de la salle des coffres d'une agence marseillaise du Crédit agricole, se montrent très discrets.

Il se confirme néanmoins qu'ils recherchent les propriétaires d'une Peugeot 104 et d'une camionnette, dont un témoin, qui en avait trouvé les allées et venues suspectes, leur a donné lundi les numéros d'immatriculation.

On signale que ces deux hommes, marseillais, seraient inscrits au fichier du grand banditisme. Ils ont également quitté leurs domiciles.

Professionnels ou amateurs, les cambrioleurs étaient parfaitement renseignés : ils ont, sans problème, neutralisé le système d'alarme, ils avaient et avait à leur disposition la combinaison et les clés nécessaires pour s'introduire sans effraction dans la salle des coffres et ouvrir la dernière grille.

Claude Calvet, responsable de la sécurité des agences des Bouches-du-Rhône, reconnaissait qu'il n'était pas possible de prendre des empreintes des deux serrures du coffre pour en réaliser des doubles.

En ce qui concerne les indemnisations, M. Bonnet a déclaré que les 400 clients détenteurs de coffres seront convoqués pour faire une déclaration sur l'honneur du contenu de leurs coffres. Afin d'être remboursés, ils devront attester de la véracité de leurs déclarations.

Affaire Pauletto

Un expert met en doute... la valeur des experts

AVEC la deuxième journée du procès Pauletto aux assises d'Aix-en-Provence et l'évocation des faits, on entre dans un domaine affreux, aux limites du soutenable, un voyage au bout de l'horreur.

André Pauletto lui-même, meurtrier de sa fille Yvonne, s'est effondré en larmes quand on en est arrivé à l'évocation du crime dans une salle d'audience archie comble. Dans un silence pesant, Pauletto a commencé à raconter la tragique matinée du 20 octobre 1977 : *« La petite ne voulait pas que je reparte à la prison. Elle est sortie nue de la douche et s'est jetée sur moi en criant :* Ne pars pas, ne pars pas. »

Quand le président évoque le viol et la sodomie auxquels il se serait livré sur sa fillette, il bondit littéralement sur le micro et hurle : « Je ne l'ai pas violée, ce n'est pas vrai, ce n'est pas moi. »

Pour finir, l'évocation des *« limites de la psychiatrie dans la responsabilité pénale »* par le professeur Roumajon, provoquera un vif échange entre ce dernier et l'avocat général Magnier. L'expert psychiatre se définira lui-même pourtant comme *« n'étant pas à l'avant-garde des idées en psychiatrie »*.

A. BONNET

SOF - TRA - NET

Rue de lille
59250 HALLUIN - **Tél. : 94.53.27**

Collecte et exploitation d'usine d'incinération de la C.U.D.L.
Enlèvement et traitement des déchets industriels et commerciaux